

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 227

27 janvier 2012

SOMMAIRE

aeris CAPITAL Sustainable Impact S.C.A. SICAV-SIF	10862	Strategic Management Sàrl	10894
AllianceBernstein Fund	10892	Strategic Management Sàrl	10893
Banflonic	10886	Strategic Management Sàrl	10894
Bardusch & Gehrsitz Alpha Fonds	10891	Tatanka S.A.	10851
Bristol Investments S.A.	10889	The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch	10895
CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l.	10887	The Consultancy S.A.	10893
CB Richard Ellis Investors Open-Ended GP S.à r.l.	10887	THEISEN & NOTHUM, Agence Principale d'Assurances S.à r.l.	10895
Criali Investment S.A.	10850	Timotes B.V.	10894
Deal Flow	10856	T-Services S.A.	10895
FHC Fonds	10889	UniInstitutional Euro Covered Bonds 1-3 years	10856
FTC Futures Fund Sicav	10853	UniInstitutional Euro Covered Bonds 1-3 years	10856
HWB Invest	10888	UniVorsorge 1	10858
ING (L)	10854	UniVorsorge 1	10857
ING Luxembourg	10886	UniVorsorge 2	10859
International Asset Management Fund ...	10891	UniVorsorge 2	10859
KPMG Pension Scheme, Sepcav	10889	UniVorsorge 3	10861
KPMG Pension Scheme, Sepcav	10850	UniVorsorge 3	10859
Lux Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF m4	10853	UniVorsorge 4	10861
Marifin S.A.	10852	UniVorsorge 4	10861
Peristyl S.A.	10895	UniVorsorge 5	10862
Placindus S.A.	10852	UniVorsorge 5	10861
Power Jet Aviation Services s.à r.l.	10895	UniVorsorge 6	10862
Real Estate e Market Group SA	10856	UniVorsorge 6	10862
Sanger Investment S.A.	10892	UniVorsorge 7	10886
Sanlegut Finance S.A.	10896	UniVorsorge 7	10886
Société des cadres EIS S.A.	10851	Veran S.P.F.	10852
Sofinex S.A.	10893	Viggo S.A.	10853
Sofinter Gestion S.à r.l.	10892	Voipgate S.A.	10859
Sofinter S.A.	10892	VOSNES INVESTMENT S.A.	10854
Stem, s.à r.l.	10893	Wyckstrynam Propriétés S.A.	10857
STK Metall S.à r.l.	10893		

KPMG Pension Scheme, Sepcav, Société d'Epargne-Pension à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 80.358.

Notice is hereby given to the shareholders of KPMG Pension Scheme, Sepcav that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

will be held at the offices of KPMG Luxembourg, at 5, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, on 16 February 2012 at 3.00 pm, with the following agenda:

Agenda:

Modification of article 1 - Definitions, paragraph 12 of the articles of incorporation.

The shareholders are advised that a quorum of 50% of the capital is required for the items on the agenda and that the decisions will be taken by a majority of two thirds of the shares present or represented at the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at the meeting by proxy.

In order to vote at the extraordinary general meeting, shareholders must be present or represented by a duly appointed proxy. Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy to the address of the Sepcav (9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) to arrive not later than 11 February 2012. Proxy forms can be obtained at the registered office of the Sepcav.

Luxembourg, 19 January 2012.

*By order of the Board of Directors
of KPMG Pension Scheme, Sepcav.*

Référence de publication: 2012011405/22.

Criali Investment S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 23.340.400,00.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.028.

Les actionnaires de la société CRIALI INVESTMENT S.A., une société anonyme de droit Luxembourgeois ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.028 (les «Actionnaires») sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société qui se tiendra par-devant Notaire le 16 février 2012 à 11.00 heures au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg (l'«Assemblée»), en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

«Ordre du jour:

1. Modification des articles 4 et 10 des statuts de la Société afin que les actions représentatives du capital social de la Société soient uniquement émises en la forme nominative et conversion subséquente de toutes les actions au porteur émises à ce jour par la Société en actions nominatives;
2. Autorisation conférée au conseil d'administration de la Société de procéder à toutes les formalités liées à l'annulation des actions au porteur de la Société et à l'émission subséquente d'actions nominatives conformément au point mentionné précédemment; et
3. Divers.»

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 3 des statuts de la Société, les Actionnaires sont priés d'effectuer le dépôt de l'original de leurs titres au porteur au siège social de la Société, cinq jours francs avant la date de l'Assemblée, soit pour le [...] 2012 au plus tard.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 4 des statuts de la Société, tout Actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Des modèles de procuration sont disponibles sur simple demande effectuée par courrier adressé au siège social de la Société à l'attention du conseil d'administration.

Pour toute demande supplémentaire d'information, les Actionnaires sont invités à prendre directement contact auprès de CRIALI INVESTMENT S.A., à l'attention du conseil d'administration, 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012012028/31.

Société des cadres EIS S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 5.578.025,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 111.693.

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, nous avons l'honneur de vous informer qu'une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société se tiendra de façon extraordinaire le 13 février 2012 à 10.00, heure locale, chez Me Paul DECKER, Etude Notariale, 3, rue Nicolas Welter, L-2740 LUXEMBOURG, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
- b. Approbation du bilan, des comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 30 novembre 2011;
- c. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
- d. Réélection des membres du conseil d'administration;
- e. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes;
- f. Divers.

Chaque action donne droit à une voix. Les actionnaires sont invités à participer à l'assemblée et à procéder au vote. Les actionnaires peuvent mandater par écrit une autre personne pour assister à l'assemblée et voter en leur nom. Ce mandataire ne doit pas être nécessairement un actionnaire de la société.

Pour être valables les procurations doivent arriver au siège de la société le 10 février 2012 au plus tard.

Le 24 janvier 2012.

Sur instructions du Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2012012042/24.

Tatanka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 124.037.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 29 février 2012 à 17.00 heures à Luxembourg, en l'étude de Maître Martine SCHAEFFER, demeurant au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, et dont l'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant total de trente-trois mille euros (EUR 33.000,-) pour le porter de son montant de trente-trois mille euros (EUR 33.000,-) représenté par trente-trois (33) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, à un montant provisoire de zéro euro (EUR 0,-) par compensation des pertes existantes au 31 décembre 2011 et annulation subséquentes des trente-trois (33) actions existantes.
2. Augmentation du capital social par apport en espèces d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) pour le porter de son montant de zéro euro (EUR 0,-) représenté par aucune action, à un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), avec émission de trente et une (31) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.
3. Souscription et libération.
4. Modification afférente de l'article 3 des statuts.
5. Divers.

Nous vous rappelons que votre droit de souscription préférentiel vous autorise à souscrire par préférence au prorata de votre participation actuelle les nouvelles actions émises lors de la prédite augmentation de capital, et ce durant un délai de 30 jours à compter du 28 janvier 2012, par courrier recommandé adressé à la société ainsi que par le versement sur le compte bancaire de la société du montant servant à ladite souscription.

Conformément à l'article 32-1 (3) de la loi modifiée du 10 août 1915, si l'augmentation de capital annoncée n'est pas entièrement souscrite, le capital n'est augmenté qu'à concurrence des souscriptions recueillies.

Le Conseil d'administration informe également les actionnaires qu'un bilan établi au 31 décembre 2011 sur base duquel l'opération est envisagée est à leur libre disposition au siège social de la société.

Nous vous rappelons également que conformément à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la première assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital social est présente

ou représentée, et que les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au siège social de la Société cinq jours francs avant la date d'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013182/693/38.

Marifin S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 62.916.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *17 février 2012* à 11H00 au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2011
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013844/560/16.

Placidus S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 31.182.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *16 février 2012* à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013845/534/15.

Veran S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.491.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *15 février 2012* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013846/1023/16.

**Lux Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV -
Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 152.733.

We hereby invite the shareholders to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of the Company to be held in Luxembourg at 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, on *16th February 2012* at 03.00 p.m. to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Report of the directors and report of the auditor.
2. Approval of the financial statements for the accounting year ended September 30, 2011 submitted by the General Partner.
3. Allocation of the year end result.
4. Discharge of the directors and auditor in respect of the financial year ended September 30, 2011.
5. Appointment of the directors and duration of terms of office.
6. Appointment of the auditor for the new financial year.
7. Miscellaneous.

Each shareholder - individually or by proxy - will be able to participate in the annual general meeting if his shares have been deposited up to Monday, 13 February 2012 at the latest at the HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, Luxemburg, and leaves them there until the end of the annual general meeting. Each shareholder, who complies with this requirement, will be admitted to the annual general meeting.

From the General Partner.

Référence de publication: 2012013843/755/25.

Viggo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 111.185.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le *14 février 2012* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013847/1023/16.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Die Aktionäre der SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am *6. Februar 2012* um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und des Berichts des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2011
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
4. Sitzungsgemäße Ernennungen

5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien einen Arbeitstag vor dem Datum der Versammlung bei der KBL European Private Bankers S.A., 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxemburg hinterlegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012009905/755/22.

VOSNES INVESTMENT S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.515.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE Ordinaire

qui aura lieu le *15 février 2012* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013848/1023/16.

ING (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 44.873.

Since the quorum required by law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, was not reached at the previous Extraordinary General Meeting of the ING (L) SICAV (hereinafter "the Company") the shareholders of the Company are invited to attend the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(hereinafter "the Meeting") which will be held on *16 February 2012* at 2 p.m. CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. With effect from 20 February 2012, all references in the Articles of Incorporation to the Directive 85/611/EEC and to the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (hereinafter "the 2002 Law") shall be replaced by respectively a reference to the Directive 2009/65/EC and to the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments (hereinafter "the 2010 Law") and all references to specific articles of the 2002 Law shall be replaced by the relevant articles of the 2010 Law.
2. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 5 of the Articles of Incorporation to read as follows: "The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds. The minimum capital of the Company can not be lower than the level provided for in Article 27 (1) of the Law of the seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investment. In case where one or several Sub-Funds of the Company hold shares that have been issued by one or several other Sub-Funds of the Company, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned minimum capital. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law."
3. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 14 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows: "If on a Valuation Day the consolidated issues and redemptions of all the categories of shares of a Sub-Fund result in an increase or decrease of the Sub-Funds capital the board of Directors may decide to adjust the net asset value. Such adjustment will have as a result an increase of the net asset value in case of an increase of capital and a decrease of the net asset value in case of a decrease of capital."

4. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 16 bullet point (g) of the Articles of Incorporation to read as follows: "(g) to establish the exchange parities in the context of a contribution of assets, splits or any restructuring operation, within, by one or more Sub-Funds;"
5. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 16 of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (h) to read as follows: "(h) in case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or another UCITS (or a Sub-Fund thereof), provided such suspension is in the interest of the shareholders;"
6. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 16 of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (i) to read as follows: "(i) in case of a feeder Sub-Fund of the Company, if the net asset calculation of the master Sub-Fund or the master UCITS is suspended."
7. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 20 paragraph (a) (1) of the Articles of Incorporation to be read as follows: "(1) Transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC on the Markets in Financial Instruments;"
8. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 20 paragraph (a) of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (10) to read as follows: "(10) a Sub-Fund which can, under the conditions provided for in the law of seventeenth December two thousand and ten invest in the shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company."
9. With effect from 20 February 2012, amendment of Article 20 paragraph (a) of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (11) to read as follows: "(11) a Sub-Fund which can be constituted as a feeder Sub-Fund in a master UCITS or a master Sub-Fund of such UCITS."
10. With effect from 20 February 2012, amendment to the first paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation to read as follows: "The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, on the fourth Thursday of January at 2 p.m. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next banking day. The annual general meeting may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this."
11. With effect from 20 February 2012, amendment to the fifth paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation to read as follows: "It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital."
12. With effect from 20 February 2012, amendment to the sixth paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation by addition of the following wording: "The convening notice for a general meeting can provide that the quorum and the majority will be determined in accordance with the shares issued and in circulation the fifth day preceding the general meeting at midnight (Luxembourg time) (the "registration date")."
13. With effect from 20 February 2012, amendment to the fifth paragraph of Article 27 of the Articles of Incorporation to read as follows: "The board of directors may decide, in compliance with the procedures laid down in the law of seventeenth December two thousand and ten, to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Council Directive 2009/65/EC, as amended, or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). The shareholders of the Sub-Funds concerned will be notified in accordance with the provisions of the law and, notably, in conformity with the CSSF Regulation 10-5 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, as amended, at least one month before the effective date of the merger, in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period, it being understood that the merger will take effect five business days after the expiry of such notice period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the new Sub-Fund."
14. With effect from 20 February 2012, amendment to the sixth paragraph of Article 27 of the Articles of Incorporation to read as follows: "A merger that has a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting."

The Meeting will validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by the shareholders of the Company at the meeting. Each share is entitled to one vote.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case Shareholders cannot attend the meeting they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than 10 February 2012 at 5.00 p.m. Luxembourg time by fax (fax number ++ 352 26 19 68 40) followed by the original by regular mail.

Luxembourg, on 10 January 2012.

The Board of Directors .

Real Estate e Market Group SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 37, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 116.209.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis en

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 7 février 2012 à 17.30 heures au siège social de la société, 37, route de Vin, L-5445 SCHENGEN, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport d'Analyse de l'Activité 2011.
2. Redéfinition de la politique Commerciale.
3. Redéfinition de la stratégie d'entreprise.
4. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012008660/16.

Uninstitutional Euro Covered Bonds 1-3 years, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150157/10.

(110174131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Deal Flow, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 69.680.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 30 décembre 2011

L'assemblée générale des actionnaires de la Société:

- approuve les comptes de liquidation de la Société au 19 décembre 2011;
- approuve le rapport du liquidateur;
- donne décharge au liquidateur et aux administrateurs de la Société pour l'exécution de leurs mandats;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 30 décembre 2011;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: SGG S.A. 412F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Deal Flow, en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2012004959/21.

(120005085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Uninstitutional Euro Covered Bonds 1-3 years, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150158/10.

(110174132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 1, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150159/10.

(110174204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Wyckstrynam Propriétés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 96, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 164.402.

L'an deux mille onze, le trente décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A. (la «Société»), avec siège social au 96 Duerfstrooss, L-9647 Doncols, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.402, établie au Luxembourg suivant acte du notaire Maître Alex Weber en date du 4 octobre 2011, publié au Mémorial C n°3087 du 15 décembre 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Maxime Grosjean avec adresse professionnelle au 44 rue de la vallée, L-2661 Luxembourg qui agira également en tant que secrétaire de l'assemblée.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Stéphanie Guardini, avec adresse professionnelle au 44 rue de la vallée, L-2661 Luxembourg.

Le bureau d'assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre de leurs actions sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions émises, représentant ensemble l'intégralité du capital social de la Société, actuellement fixé à cinq cent trente mille Euros (€ 530.000.-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Reconnaissance de l'accomplissement des conditions préliminaires à la fusion.
3. Revue et approbation du rapport du conseil d'administration et renonciation à l'examen du projet de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert sur base de l'article 266 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).
4. Approbation du projet de fusion (le «Projet de Fusion») aux termes duquel la société anonyme BRISTOL INVESTMENTS S.A., avec siège social au 96 Duerfstrooss, L-9647 Doncols, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 96.906, constituée suivant acte du notaire Maître Alphonse Lentz du 7 novembre 2003, publié au Mémorial C n° 1296 du 5 décembre 2003, absorbera la Société, par apport par la Société à BRISTOL INVESTMENTS S.A. de tous ses actifs et de tous ses passifs, sans restriction ni limitation.

5. Effets de la fusion.

6. Décharge aux administrateurs.

7. Conservation des documents comptables et sociaux.

8. Divers.

Après délibération, l'assemblée adopte unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, l'assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires présents ou représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée prend connaissance et approuve l'accomplissement des conditions préliminaires à la fusion suivantes:

(a) Les conseils d'administration de chacune des sociétés fusionnantes ont adopté le Projet de Fusion en date du 16 novembre 2011, lequel a été établi sous forme notariée par le notaire soussigné en date du 23 novembre 2011 et publié, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), au Mémorial C, n° 2908 du 29 novembre 2011.

(b) Les conseils d'administration de chacune des sociétés fusionnantes ont, conformément à l'article 265 de la Loi, établi un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions. Ces rapports sont inclus dans les résolutions des conseils d'administration visés au point (a) ci-dessus.

Troisième résolution

Après revue du rapport du conseil d'administration sur la fusion proposée, l'assemblée approuve ce rapport.

L'assemblée décide de renoncer à l'examen du projet de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert visé à l'article 266 de la Loi en application de l'alinéa 5 de ce même article.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver le Projet de Fusion et la fusion y décrite, aux termes duquel la Société sera absorbée par BRISTOL INVESTMENTS S.A. par apport par la Société à BRISTOL INVESTMENTS S.A. de tous ses actifs et de tous ses passifs, sans restriction ni limitation.

Cinquième résolution

L'assemblée reconnaît que la fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

a) la transmission universelle, tant entre la Société en tant que société absorbée et BRISTOL INVESTMENTS S.A. en tant que société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société à BRISTOL INVESTMENTS S.A.;

b) les actionnaires de la Société deviennent actionnaires de BRISTOL INVESTMENTS S.A.;

c) la Société cesse d'exister étant dissoute sans liquidation;

d) l'annulation des actions de la Société.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accorder pleine et entière décharge aux administrateurs de la Société pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date de la présente assemblée.

Septième résolution

L'assemblée décide que les documents et pièces comptables relatifs à la Société resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de BRISTOL INVESTMENTS S.A.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, la légalité de la fusion approuvée par le présent acte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, passé à Luxembourg Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Grosjean, Guardini, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2012. Relation: EAC/2012/419. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012011398/88.

(120012818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2012.

UniVorsorge 1, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150160/10.

(110174205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 2, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150161/10.

(110174228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 2, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150162/10.

(110174229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 3, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150163/10.

(110174354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Voipgate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 105.502.

L'an deux mille onze, le dix-neuf juillet à quinze heures trente minutes.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VOIPGATE S.A., ayant son siège social à L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 105502, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 22 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 435 du 11 mai 2005 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Me Henri Hellinckx, en date de ce jour avant la tenue de la présente.

L'assemblée est ouverte à 15 heures sous la présidence de Monsieur Luc Seufer, Deputy General Counsel, 2, rue Léon Laval L-3372 Leudelange Le Président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Pierre Mangeot, Legal Counsel, 2, rue Léon Laval L-3372 Leudelange Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le secrétaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Augmentation de capital de 541.167,65 € (cinq cent quarante et un mille cent soixante sept euros et soixante cinq cents) suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles, émises le 30/08/2006

2. Modification de l'article 3 des statuts

3. Vente, par chaque actionnaire de voipGATE SA, de la totalité de ses actions, à DATACENTER Luxembourg SA

4. Divers

B) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence (Annexe 1); cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal;

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants;

C) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable;

D) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Première résolution

Suite à la demande de conversion des obligations convertibles en actions approuvée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue pardevant le notaire instrumentant ce jour avant la tenue des présentes, l'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de cinq cent quarante et un mille cent soixante-sept euros et soixante-cinq cents (EUR 541.167,65), pour le porter de son montant actuel de cinq cent quatre-vingt-cinq mille deux cents Euros (EUR 585.200,-), à un million cent vingt-six mille trois cent soixante-sept euros et soixante-cinq cents (EUR 1.126.367,65) par l'émission de huit cent trente-neuf virgule soixante et onze (839,71) actions de Catégorie A sans désignation de valeur nominale.

Souscription et Libération

Ensuite interviennent:

Monsieur Thierry Fausten, demeurant au 29, rue des Maquisards, F-68120 PFASTATT, France représenté par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligations convertibles et souscrire aux quarante-cinq virgule quarante-sept (45,47) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Monsieur Eric de Guchteneere, demeurant à Singel 12, B-1650 Beersel – Belgique,

représenté par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligations convertibles et souscrire aux quatre-vingt-dix virgule soixante-treize (90,73) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Monsieur Lutz Berneke, demeurant professionnellement au 2, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Luxembourg

représenté par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligations convertibles et souscrire aux cent onze virgule quatre (111,4) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Monsieur Pierre Paul Boegen, demeurant professionnellement au 18-20 rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, Luxembourg

représenté par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligations convertibles et souscrire aux cent quatorze virgule quatre-vingt-dix-sept (114,97) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Voxriver Services Ltd, ayant son siège social à Jasmine court, 35a Regent St. P.o. Box 1777 – Belize city, Belize, représentée par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligation convertibles et souscrire aux deux cent vingt-sept virgule zéro deux (227,02) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Nadal Paintings Ltd ayant son siège social à Jasmine court, 5a Regent St. P.o. Box 1777 – Belize city, Belize,

représentée par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligations convertibles et souscrire aux deux cent vingt-sept virgule trente et un (227,31) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Monsieur Laurent Putzeys, demeurant professionnellement au 18-20 rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, Luxembourg

représenté par Monsieur Pierre Mangeot, prénommé, qui déclare convertir ses obligations convertibles et souscrire aux vingt-deux virgule quatre-vingt-un (22,81) actions de Catégorie A qui sont entièrement libérées par l'effet de la conversion.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article trois des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à EUR 1.126.367,65,- (un million cent vingt six mille trois cent soixante sept euros et soixante cinq cents), représenté par 3.103,27 (trois mille cent trois virgule vingt sept) actions de Catégorie A (dites «actions ordinaires») sans valeur nominale.».

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de présentes et évalué approximativement à la somme de EUR 2.500,- Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la réunion est levée à 16 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: L. SEUFER, S. WOLTER-SCHIERES, P. MANGEOT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 juillet 2011. Relation: LAC/2011/34269. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 septembre 2011.

Référence de publication: 2012005341/92.

(120004304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

UniVorsorge 3, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150164/10.

(110174355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 4, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150165/10.

(110174376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 4, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150166/10.

(110174377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 5, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150167/10.

(110174444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 5, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150168/10.

(110174445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 6, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150169/10.

(110174451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 6, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150170/10.

(110174452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

aeris CAPITAL Sustainable Impact S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.001.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-first day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Uwe R. Feuersenger born on 18.05.1964 in Landau, Germany, of German nationality and residing at Hörnliweg 10, CH- 8806 Bäch ("limited partner")

here represented by Julia von der Osten, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 21 December 2011 in CH- Pfäffikon, Switzerland; and

2) Mario Warny born on 22.09.1973 in St. Vith, Belgium, of Belgian nationality and residing at Neugasse 16, B- 4780 St. Vith ("limited partner");

here represented by Julia von der Osten, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 8 December 2011 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

3) aeris CAPITAL Sustainable Impact, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) and having its registered office at 2, rue Heinrich Heine, L- 1720 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending ("the General Partner"),

here represented by Julia von der Osten, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 21 December 2011 in CH- Pfäffikon, Switzerland.

The said proxies, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they declare to establish as follows:

Title I. - Form and Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists among the managing general partner, "associé gérant commandité" (the General Partner) and the limited partners, "actionnaires commanditaires" (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a "société en commandite par actions" organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of aeris CAPITAL Sustainable Impact S.C.A. SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund is established for an unlimited duration.

3.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

3.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

3.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Art. 22 below.

3.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II. - Share capital - Shares - Sub-funds

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund and its Sub-Funds (as defined below), if any. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounts to thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into one (1) non participating management share (the Management Share) and three hundred nine (309) ordinary shares (the Ordinary Shares) (the Management Share, the Ordinary Shares and any other Class of shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the Shares).

5.2 The Management Share is exclusively reserved to the General Partner. The Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

5.3 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Sub-Funds.

6.1 The Fund is composed of one or more sub-funds (collectively the Sub-Funds and individually a Sub-Fund), in accordance with article 71 of the 2007 Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the exclusive benefit of the Limited Shareholders of the relevant Sub-Fund. The name of each Sub-Fund shall comprise the first part of the name of the Fund, followed by the denomination determined at the discretion of the General Partner.

6.2 The General Partner may, at any time, establish additional Sub-Fund(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the private placement memorandum of the Fund, as amended and updated from time to time (the Private Placement Memorandum) and which shall be fully described in the relevant Part II of the Private Placement Memorandum (the Sub-Fund Specifications), which forms an integral part of the Private Placement Memorandum for purposes of the relevant Sub-Fund.

6.3 The Fund is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of article 71 of the 2007 Law, the assets of any given Sub-Fund are segregated and only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Sub-Fund. Amongst Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1 The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (collectively the Classes and individually a Class) in respect of each Sub-Fund, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the Sub-Fund Specifications.

Art. 8. Form of Shares.

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the Share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

8.3 The inscription of the Shareholder's name in the Share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Payments to the Shareholders (eg. of dividends), if any, will be made by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the Share register.

Art. 9. Issue and Subscription of Shares.

9.1 The Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. The exemption as set out in Art. 2. (2) of the 2007 Law is applicable.

9.2 Investors wishing to subscribe for Shares in a Sub-Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class and in any Sub-Fund, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class of one specific Sub-Fund entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class of the same Sub-Fund.

9.4 No additional Management Share may be issued.

9.5 Shares may be designated in series (each a Series), each corresponding to a specific period of issuance, as determined for each Class in the relevant Sub-Fund Specifications. The Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6 Shares shall have no par value.

9.7 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Partner may also, in respect of a particular Sub-Fund, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum and, specifically, the relevant Sub-Fund Specifications.

9.8 The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the relevant Sub-Fund Specifications.

9.9 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of at least 5% of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the relevant Sub-Fund Specifications.

9.10 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.11 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the relevant Sub-Fund Specifications, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in respect of each Sub-Fund and set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

9.12 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Shares are generally freely transferable between Well-Informed Investors but may be subject to such transfer conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

10.2 Any transfer of registered Shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the Share register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of Article 10.1 above, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Fund or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

10.3 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable upon replacement of the General Partner as per Article 3.3 above.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1 The redemption of Shares and/or of certain Classes of Shares in certain Sub-Funds may be authorised as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

11.2 The General Partner may, upon serving a repurchase notice, decide to repurchase the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund at the conditions determined in accordance with the contents of the Private Placement Memorandum and, specifically, the relevant Sub-Fund Specifications.

Art. 12. Conversion of Shares.

12.1 The conversion of Shares in a given Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or the conversion (or switching) of Shares of one Class into another Class within the same Sub-Fund or of another Sub-Fund may be authorised on a Sub-Fund by Sub-Fund basis as well as on a Class by Class basis as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

12.2 The Management Share is not convertible.

Title III. - Net asset value

Art. 13. Calculation of the net asset value

13.1 The net asset value per Share of each Series within the relevant Class and Sub-Fund (the Net Asset Value or NAV) results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each Series of such Class of Shares within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any Valuation Day (as defined below) by the number of Shares in the relevant Series of such Class within the Sub-Fund then outstanding. The value of the net assets of each Sub-Fund is equal to the difference between the value of the Sub-Fund's assets and its liabilities. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the relevant Class and may be expressed in such other currencies as the General Partner may decide. The Net Asset Value of each Sub-Fund is calculated in the base currency of the relevant Sub-Fund.

13.2 The total net assets of the Fund correspond to the aggregate of the net assets of all of the Sub-Funds and the assets allocable to the Ordinary Shares (if any) and the Management Share.

13.3 The assets of the Fund shall include, in respect of each Sub-Fund:

1. all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
2. all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
3. all securities, including but not limited to shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
4. all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
5. all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
6. the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
7. the marketing and distribution costs of the relevant Sub-Fund, which may be amortised (in respect of the accounting of the Sub-Fund only) equally over a period of up to 5 (five) years as may be set forth in the relevant Sub-Fund Supplement;
8. the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
9. all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

13.4 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

1. the value of any cash at hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets, except if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the General Partner, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of the assets;
2. the value of transferable securities and money market instruments listed on an official stock exchange or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public (a Regulated Market), as defined by laws and regulations in force, is based on the latest available price and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities. If the latest known price is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith;
3. in the event that any transferable securities or/and money market instruments are not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public, as defined by the laws and regulations in force, the value of such assets shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith;
4. the liquidating value of derivative contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined by the General Partner in a fair and reasonable manner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward and options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;
5. the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 (twelve) months and of more than 90 (ninety) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;
6. units or shares of UCITS and/or other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General

Partner on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

7. interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve;

8. all other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner;

Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Sub-Fund concerned respectively in euro shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

13.5 The liabilities of the Fund shall include:

1. all loans, bills and accounts payable;
2. all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
3. all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including performance fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
4. all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
5. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
6. all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and
7. the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

13.6 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, management company as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the NAV and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods. Such liabilities will be allocated among the Sub-Funds on a pro rata basis in proportion to their respective net assets.

13.7 The assets and liabilities of different Sub-Funds or different Classes within the same Sub-Fund shall be allocated as follows:

1. the proceeds to be received from the issue of Shares of a Sub-Fund and Class, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;
2. where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund and Class, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;
3. where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund and Class, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund and Class, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;
4. upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Sub-Fund and Class, if applicable, the assets of such Sub-Fund and Class, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and
5. in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund and Class, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds and Classes, if applicable pro

rata to the NAV of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

13.8 For the purposes of the Net Asset Value computation:

1. Shares to be redeemed in accordance with the terms of this Private Placement Memorandum shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

2. Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Sub-Fund and Class, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Sub-Fund and Class, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time;

4. where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and Class, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund; and

5. provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

13.9 The reference currency of the Fund is the Euro (EUR). Each Sub-Fund (and each Class within each Sub-Fund) may have a different reference currency. The NAV of each Sub-Fund's Shares is expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund and within each Sub-Fund the NAV of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the relevant Class, as further described in the Sub-Fund Specifications.

13.10 The General Partner has adopted a policy of valuing the investments of the Fund at fair value (*juste valeur*). The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value (*juste valeur*) of any asset of the Fund.

13.11 Assets and liabilities expressed in a currency other than the reference currency of the Sub-Fund concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day (as defined in the relevant Sub-Fund Specifications). If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

13.12 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the NAV taken by the General Partner or by the Administrative Agent, shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares.

14.1 The valuation of the assets of each Sub-Fund and the calculation of the NAV per Share shall be performed by the General Partner or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications (each a Valuation Day).

14.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue, conversion and redemption of any Class of Shares in any Sub-Fund in the following cases and furthermore in such cases, in respect of a specific Sub-Fund, as authorised in the relevant Sub-Fund Specifications:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(e) during any period when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or

acquisition, of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

14.3 No Shares shall be issued, converted or redeemed during such a suspension.

14.4 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV. - Administration

Art. 15. Management.

15.1 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Art. 9 above.

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by laws or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

15.3 The General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 100% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 66% of the voting rights are represented, on the occurrence of the following events:

(a) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner; or

(b) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

15.4 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the assets of the Fund or a specific Sub-Fund to one or several agents.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund or any Sub-Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

18.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Fund may employ, for each Sub-Fund as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any director of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

19.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment manager, the custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 20. Indemnification.

20.1 The Fund shall indemnify any member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates as well as any officer and their heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates or officer or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund or a Sub-Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful misconduct, bad faith or gross negligence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a wilful misconduct, bad faith or gross negligence.

20.2 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any General Partner or member of the management board of this latter in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

20.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Title V. - General meetings of shareholders

Art. 21. Powers and Voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

21.2 Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. Fractional Shares may be issued up to 3 (three) decimal places and the voting rights attaching to fractional Shares shall be proportionate to the fraction.

Art. 22. Convening and participation.

22.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the second Wednesday of the month of June at 3.00 p.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day.

22.2 The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

22.3 A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

22.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

22.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

22.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

22.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

22.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the

calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 23. Quorum and Majority rules.

23.1 Unless otherwise required by laws or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

23.2 The General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Memorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-third of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

23.3 In the event that a General Meeting is convened to resolve upon the removal of the General Partner or the entering into any agreement between the Fund and the General Partner, the General Partner shall have to abstain from voting and thus folds no veto right, being entitled only to inform the Limited Shareholders of its opinion on the relevant resolution.

23.4 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 24. Bureau and Minutes.

24.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated by the General Partner.

24.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutiny, elected by the General Meeting.

Art. 25. General Meetings of Sub-Fund(s).

25.1 The General Partner may at any time convene a general meeting of Shareholders of one or several specific Sub-Fund(s) in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund(s).

25.2 Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the general meetings of Shareholders of the Fund shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the general meetings of Shareholders of one or several specific Sub-Fund(s).

Title VI. - Accounts - Distributions

Art. 26. Accounting year and Accounts.

26.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

26.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information.

26.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 27. Reference currency.

27.1 The Fund shall prepare consolidated accounts in euro. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in euro, be converted into euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 28. Auditor.

28.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréés») appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

28.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 29. Distributions.

29.1 The annual general meeting of Shareholders shall approve the profit allocation proposed by the General Partner in accordance with the allocations rules set out in the Private Placement Memorandum and in particular as set forth in each Sub-Fund Specifications.

29.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum and, in particular, as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

29.3 Distributions shall be paid in euro or in the base currency of a Sub-Fund and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

29.4 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.3 above.

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 30. Term, Liquidation and Merger of Sub-Funds.

30.1 The Sub-Funds may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the Private Placement Memorandum and, specifically, in the relevant Sub-Fund Specifications. In case a Sub-Fund is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the relevant Sub-Fund Specifications.

30.2 The General Partner may also decide to liquidate one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation. All Shareholders will be notified by the Fund of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

30.3 In the same circumstances as provided above, the General Partner may decide to terminate one Sub-Fund and contribute its assets into another existing or new Sub-Fund or into another collective investment vehicle. The General Partner may organise the amalgamation of two or more Sub-Funds if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Sub-Funds. Affected Shareholders will be notified of any such decision and relevant information in relation to the new Sub-Fund. Notice will be provided at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed, without any fees or costs, before the amalgamation is completed.

30.4 Where assets are to be contributed to another collective investment vehicle, the amalgamation will be binding only on Shareholders in the relevant Sub-Fund who expressly consent to such amalgamation. Where the General Partner does not have the authority to do so or where the General Partner determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Sub-Fund shall instead be taken at a General Meeting of the relevant Sub-Fund. In such an event, the General Meeting of the Sub-Fund shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting. Shareholders will be notified by the Fund of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, without any fees or costs, before the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund takes place.

30.5 As soon as the decision to liquidate or merge a Sub-Fund is taken, the issue of Shares in such Sub-Fund is prohibited and shall be deemed void.

30.6 Each Sub-Fund may be separately dissolved without impacting any other Sub-Fund. The dissolution of the last Sub-Fund causes ipso jure the liquidation of the Fund.

Art. 31. Dissolution and Liquidation of the Fund.

31.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Fund shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Sub-Fund.

31.2 Whenever the share capital falls below two third of the minimum capital indicated in Article 5.3 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

31.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.3 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

31.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 31.2 above or 31.3 above, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

31.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 32. Liquidation proceeds.

32.1 The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the relevant Sub-Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Article 30 above.

32.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg «Caisse de Consignation».

Art. 33. Consolidation/Splitting of Shares.

33.1 The General Partner may consolidate Shares of different Classes within a Sub-Fund or split the Shares of a Sub-Fund into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Sub-Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title XIII. - General

Art. 34. Amendments to these Articles. These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

Art. 35. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2012.
2. The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2013.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the following Shares in the Fund:

1) aeris CAPITAL Sustainable Impact	1 Management Share
2) Uwe R. Feuersenger	308 Ordinary Shares
3) Mario Warny	1 Ordinary Share
Total:	<u>310 Shares</u>

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is from now on at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 4,000.-.

General meeting of the shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolution:

Sole resolution

The registered office of the Company is 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said appearing parties signed together with Us, the notary, this original deed.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendelf, am einundzwanzigsten Tag des Monats Dezember,

ist vor uns, dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

1) Uwe R. Feuersenger, geboren am 18.05.1964 in Landau, Deutschland, Deutscher Staatsangehöriger und derzeit wohnhaft im Hörnliweg 10, CH- 8806 Bäch, Schweiz (beschränkt haftender Aktionär);

hier vertreten durch Julia v. der Osten, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund am 21. Dezember in Pfäffikon, Schweiz, erteilter Vollmacht.

2) Mario Warny, geboren am 22.09.1973 in St. Vith, Belgien, Belgischer Staatsangehöriger und derzeit wohnhaft in der Neugasse 16, B- 4780 St. Vith, Belgien (beschränkt haftender Aktionär);

hier vertreten durch Julia v. der Osten, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund am 8. Dezember in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, erteilter Vollmacht.

3) aeris CAPITAL Sustainable Impact S.à r.l. , eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit einem registrierten Gesellschaftskapital von EUR 12,500 (zwölftausend fünfhundert Euro) und mit satzungsmäßigem Sitz in rue Heinrich Heine 2, L- 1720 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, derzeit im Prozess der Registrierung im Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister („ der Komplementär“);

hier vertreten durch Julia v. der Osten, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund am 21. Dezember in Pfaeffikon, Schweiz, erteilter Vollmacht.

Vorgenannte Vollmachten bleiben, nach Paraphierung ne varietur durch den jeweiligen Vertreter der betreffenden erschienenen Partei und den beurkundenden Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt um gemeinsam mit der Urkunde bei den zuständigen Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien, vertreten wir oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) urkundlich festzustellen, wie hiermit beschlossen wird und deren Satzung wie folgt lautet:

Abschnitt I. - Form und Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Form und Name.

1.1 Es besteht zwischen dem geschäftsführenden persönlich haftenden Aktionäre, associé gérant commandité (Komplementär) und den beschränkt haftenden Aktionären, actionnaires commanditaires (Kommanditisten und zusammen mit dem Komplementär die Aktionäre) eine Kommanditgesellschaft auf Aktien société en commandite par actions organisiert als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, société d'investissement à capital variable, in Form eines spezialisierten Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) mit dem Namen aeris CAPITAL Sustainable Impact S.C.A. SICAV-SIF (der Fonds) die dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung (das Gesetz von 1915), dem Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung (das Gesetz von 2007) und der vorliegenden Satzung (die Satzung).

Art. 2. Sitz.

2.1 Der Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz des Fonds kann durch Beschluss des Komplementärs an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz des Fonds kann ferner durch Beschluss der Aktionäre der in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung gefasst wird an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Komplementärs errichtet werden. Wenn der Komplementär feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse vorliegen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die betreffenden Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht bleibt.

Art. 3. Dauer.

3.1 Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

3.2 Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem vergleichbaren Ereignis hinsichtlich eines oder mehrerer Aktionäre, aufgelöst. Aktionäre

3.3 Der Fonds wird nicht aufgrund der Kündigung, der Entfernung, der Ablösung oder im Falle von Bankrott oder Insolvenz des Komplementärs aufgelöst. Die Generalversammlung der Aktionäre kann einen temporären Manager ernennen, der nicht Aktionär des Fonds zu sein braucht, der jedoch zuvor von der Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) genehmigt sein muss.

3.4 Der temporäre Manager soll die notwendigen dringenden Maßnahmen ergreifen und die gewöhnliche Verwaltung des Fonds durchführen, bis eine Generalversammlung der Aktionäre über die Beendigung oder die Fortsetzung des Fonds entscheidet und im Falle der Fortführung der Fondsaktivitäten einen neuen Komplementär bestimmt. Der temporäre Manager soll innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Ernennung eine Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des nachstehenden Art. 22 obender Satzung einberufen.

3.5 Der temporäre Manager haftet nur für die Entwicklungen während seines Mandats.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Zweck des Fonds ist es, die ihm verfügbaren Mittel in jede Art von nach dem Gesetz von 2007 zulässige Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu investieren und seinen Aktionären das Ergebnis der Verwaltung seiner Vermögenswerte zukommen zu lassen.

4.2 Der Fonds darf alle Maßnahmen ergreifen und jedwede Transaktion tätigen, die zur Erfüllung und Entwicklung seines Zwecks im nach dem Gesetz von 2007 weitest möglich zulässigen Umfang sinnvoll erscheint.

Abschnitt II. - Kapital - Aktien - Teilfonds

Art. 5. Kapital.

5.1 Das Kapital des Fonds wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert, die zu jedem Zeitpunkt dem Gesamt-Nettovermögen des Fonds und seiner Teilfonds (wie unten definiert; soweit vorhanden) entsprechen. Das Gründungskapital des Fonds beträgt EUR 31,000 (einunddreissigtausend Euro) und ist aufgeteilt in eine (1) nicht gewinnbeteiligte Komplementäraktie (die Komplementäraktie) und (309) dreihundert neun Kommanditistenaktien (die Kommanditistenaktien) (die Komplementäraktie, die Kommanditistenaktien und jede sonstige Aktienklasse, die im Einklang mit den Bestimmungen dieser Satzung ausgegeben werden, werden nachstehend zusammen als Aktien bezeichnet).

5.2 Die Komplementäraktie steht ausschließlich dem Komplementär zu. Aktien werden nur an gut informierte Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 (nachfolgend Gut Informierter Anleger) ausgegeben.

5.3 Das Mindestkapital des Fonds beträgt eine Million zweihundertfünfzig tausend Euro, (EUR 1.250.000), und muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung des Fonds durch die CSSF gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht sein.

Art. 6. Teilfonds.

6.1 Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds (einzeln der Teilfonds, zusammen die Teilfonds). In Übereinstimmung mit Artikel 71 des Gesetzes von 2007 stellt jeder Teilfonds ein separates Vermögen dar, welches ausschließlich zum Wohle der Kommanditisten des jeweiligen Teilfonds verwaltet wird. Der Name jedes Teilfonds enthält zunächst den Namen des Fonds, gefolgt von der speziellen Bezeichnung des Teilfonds wie durch den Komplementär bestimmt.

6.2 Der Komplementär kann jederzeit einen oder mehrere weitere Teilfonds auflegen und den Namen sowie spezielle Charakteristiken festlegen (unter anderem Anlagepolitik, Anlageziele, Anlagestrategie und oder Anlagebeschränkungen, spezielle Vergütungsstrukturen, Referenzwährung), wie im Verkaufsprospekt des Fonds, in seiner jeweils geltenden Fassung (der Verkaufsprospekt) enthalten und näher in dem dafür relevanten zweiten Teil des Verkaufsprospekts beschrieben (die Teilfondsspezifika), die einen integralen Bestandteil des Verkaufsprospekts hinsichtlich des betreffenden Teilfonds bilden.

6.3 Der Fonds ist eine einzige juristische Person. In Ausnahme zu Artikel 2093 des Luxemburger Zivilgesetzbuches und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 sind jedoch die Vermögenswerte eines jeden Teilfonds getrennt und stehen ausschliesslich nur zur Begleichung von Schulden, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten zur Verfügung, die diesem Teilfonds zugerechnet werden können. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Art. 7. Aktienklassen.

7.1 Der Komplementär kann hinsichtlich eines jeden Teilfonds jederzeit unterschiedliche Aktienklassen (einzeln die Aktienklasse und zusammen die Aktienklassen) mit unterschiedlichen Rechten und Pflichten unter anderem hinsichtlich zulässiger Investoren, Ertrags- und Gewinnbezugsrechten, Rückgabevoraussetzungen, Mitteilungspflichten und/oder Vergütungs- und Kostenelementen, wie in den Teilfondsspezifika beschrieben, ausgeben.

Art. 8. Form der Aktien.

8.1 Der Fonds wird ausschließlich Namensaktien ausgeben.

8.2 Alle ausgegebenen Aktien des Fonds werden in das am Sitz des Fonds aufbewahrte Aktienregister registriert. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Inhabers von Namensaktien sowie dessen dem Fonds mitgeteilten (Wohn-) Sitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den für jeden Aktienbruchteil eingezahlten Betrag.

8.3 Die Eintragung des Namens des Aktionärs in das Aktienregister belegt sein Eigentum an den betreffenden Namensaktien. Der Fonds stellt üblicherweise keine Zertifikate hinsichtlich dieser Eintragung aus. Jeder Aktionär erhält jedoch auf Anfrage eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung.

8.4 Aktionäre die berechtigt sind Namensaktien zu erhalten teilen dem Fonds eine Adresse an die alle Informationen und Bekanntmachungen gesendet werden können, mit. Diese Adresse wird gleichfalls in das Aktienregister eingetragen.

8.5 Teilt ein Aktionär keine Adresse mit, kann der Fonds gewähren eine Nachricht über diese Tatsache in das Aktienregister eintragen zu lassen und die Adresse des Aktionärs wird dann als am Sitz des Fonds oder jeder sonstigen Adresse wie gegebenenfalls von Zeit zu Zeit durch den Fonds in das Aktienregister eingetragen, befindlich angesehen, bis der Aktionär dem Fonds eine neue Adresse mitteilt. Jeder Aktionär kann jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Fonds an dessen Sitz oder an jede andere vom Komplementär von Zeit zu Zeit festgelegte Adresse seine in das Aktienregister eingetragene Adresse ändern

8.6 Der Fonds erkennt nur einen Aktionär pro Aktie an. Werden eine oder mehrere Aktien von mehreren Person gemeinschaftlich gehalten werden oder wenn die Eigentümerverhältnisse an solchen Aktien strittig sind müssen alle Personen die ein Recht an diesen Aktien beanspruchen einen einzigen Bevollmächtigter der diese Aktien bei Geschäften des

Fonds vertritt bestimmen.. Der Komplementär hat das Recht, die Ausübung sämtlicher Rechte an solchen Aktien bis zur ordnungsgemässen Ernennung eines solchen Bevollmächtigten auszusetzen. Ist eine Aktie auf den Namen von mehr als einer Person registriert wird der an erster Stelle eingetragene Aktionär als der Vertreter aller gemeinschaftlich berechtigter angesehen und wird für alle Belange, unter anderem den Erhalt von Mitteilungen des Fonds, als alleiniger Aktionär behandelt.

8.7 Der Fonds kann beschliessen bis auf 3 Dezimalstellen gerundete Aktienbruchteile auszugeben. Aktienbruchteile sind nicht berechtigt, Stimmenrechte auszuüben, jedoch sind sie berechtigt, an dem Nettoinventarwert der betreffenden Aktienklasse anteilig zu partizipieren.

8.8 Zahlungen an die Aktionäre (z.B. Ausschüttungen), sofern vorzunehmen, werden per Banktransfer oder durch Versendung eines Schecks an die im Aktienregister hinterlegte Adresse des Aktionärs getätigt.

Art. 9. Ausgabe und Zeichnung von Aktien.

9.1 Aktien dürfen nur von Investoren, die den Status eines Gut Informierten Anlegers erfüllen, gezeichnet werden. Die Vereinbarkeit eines jeden Investors mit dem Status des Gut Informierten Anlegers wird durch den Komplementär oder jedem von diesem dafür beauftragten Dienstleister geprüft. Die Ausnahme nach Artikel 2 (2) des Gesetzes von 2007 ist anwendbar.

9.2 Investoren, die Aktien des eines Teilfonds zeichnen wollen, müssen eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnen (die Zeichnungsvereinbarung), die bei Annahme durch den Komplementär gegengezeichnet wird. Die Investoren verpflichten sich somit selbst, Aktien in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung und des Verkaufsprospekts zu zeichnen und anzunehmen.

9.3 Der Komplementär ist jederzeit berechtigt eine unbegrenzte Anzahl zusätzlicher Aktien in jeder Aktienklasse eines jeden Teilfonds auszugeben, ohne dass den bisherigen Aktionären ein vorrangiges Zeichnungsrecht hinsichtlich der zusätzlich auszugebenden Aktien eingeräumt werden muss. Jede neu ausgegebene Aktie einer bestimmten Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds räumt dem Aktionär dieselben Rechte und Pflichten ein, wie den bisherigen Aktionären desselben Teilfonds und derselben Aktienklasse.

9.4 Es wird keine weitere Komplementäraktie ausgegeben.

9.5 Aktien können nach Serien bestimmt werden (die Serie), die jede einem speziellen Ausgabezeitraum entspricht. Sofern vorliegend wird dieses für jede Aktienklasse in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt. Die Aktien jeder Serie innerhalb einer speziellen Aktienklasse haben dieselben Eigenschaften, wie die Aktien jeder anderen Serie dieser Aktienklasse und unterscheiden sich lediglich hinsichtlich ihres Ausgabedatums und somit hinsichtlich Rechte und Pflichten, die mit diesem Ausgabedatum zusammen hängen.

9.6 Die Aktien haben keinen Nennwert.

9.7 Der Komplementär kann die Ausgabe von Aktien an die Erfüllung bestimmter Voraussetzungen knüpfen (einschließlich, ohne abschliessend zu sein, der vollständigen Ausstellung der Zeichnungsunterlagen und die Bereitstellung aller Informationen, die der Komplementär als angemessen ansieht) und kann einen Mindestzeichnungsbetrag festlegen. Der Komplementär kann ferner hinsichtlich eines bestimmten Teilfonds sowohl einen Ausgabeaufschlag verlangen als auch ganz oder teilweise auf den Ausgabeaufschlag verzichten. Jedwede Voraussetzungen, unter denen die Ausgabe von Aktien stehen kann werden im Verkaufsprospekt und insbesondere in den für den speziellen Teilfonds vorgesehenen Teilfondsspezifika beschrieben.

9.8 Der Ausgabepreis der Aktien wird wie umfassend in den betreffenden Teilfondsspezifika beschrieben durch den Komplementär für jede Aktienklasse gesondert festgelegt.

9.9 Aktien werden nur nach Akzeptanz der Zeichnung und Zahlung von mindestens 5% des Ausgabepreises zugeteilt. Der Ausgabepreis muss vor einer Ausgabe der Aktien zugegangen sein. Die Zahlung erfolgt gemäss den von dem Komplementär festgelegten und in den betreffenden Teilfondsspezifika umfassend beschriebene Bedingungen und Fristen.

9.10 Der Komplementär kann zustimmen Aktien in Übereinstimmung mit den Voraussetzungen des Luxemburger Rechts als Gegenleistung für eine Sacheinlage auszugeben.

9.11 Wenn ein Investor die in den betreffenden Teilfondsspezifika umfassen beschriebenen Zahlungsbedingungen nicht einhält kommt er in Verzug und muss gegebenenfalls die für jeden Teilfonds vorgesehenen und in den betreffenden Teilfondsspezifika beschriebenen Konsequenzen tragen

9.12 Der Komplementär kann jeden entsprechend ordnungsgemäss bevollmächtigten Geschäftsführer, Manager, Angestellten oder jeden anderen entsprechend ordnungsgemäss bevollmächtigten Dienstleister damit beauftragen, Zeichnungen zu akzeptieren, entsprechende Zahlungen des Ausgabepreises entgegen zu nehmen und die Aktien an den Investor auszugeben.

Art. 10. Übertragung von Aktien.

10.1 Die Aktien sind generell unter Gut Informierten Anlegern frei übertragbar, können jedoch besonderen Übertragungsvoraussetzungen unterliegen, die dann in den betreffenden Teilfondsspezifika aufgeführt sind,

10.2 Jeder Übertrag von Namensaktien wird erst wirksam mit einer schriftlichen Übertragungserklärung, die durch den Übertragenden und den Erwerber oder jede andere Person, die hierzu entsprechend bevollmächtigt wurde datiert und unterschrieben wurde und deren entsprechender Eintragung in das Aktienregister.. Gemäß vorstehendem Artikel

10.1 ist jede Übertragung von Namensaktien in das Aktienregister einzutragen; diese Eintragung wird durch den Komplementär oder jeden Angestellten des Fonds oder jede andere hierfür vom Komplementär ordnungsgemäss bevollmächtigte Person unterschrieben.

10.3 Die Komplementäraktie ist ausschließlich und zwingend bei Ersetzung des Komplementärs nach Artikel 3.3 zu übertragen.

Art. 11. Rückkauf von Aktien.

11.1 Der Rückkauf von Aktien und/oder bestimmten Aktienklassen in bestimmten Teilfonds kann zulässig sein. Im Falle der Zulässigkeit wird dieses nebst den hierfür geltenden Voraussetzungen in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt

11.2 Der Komplementär kann beschliessen durch Zustellung einer Rückkauforder den Rückkauf der Aktien eines jeden Aktionärs vorzunehmen und die betreffenden Aktionäre sind verpflichtet dem Fonds unter den gemäss den Inhalten des Verkaufsprospekts und insbesondere der betreffenden Teilfondsspezifika festgelegten Bedingungen ihre Aktien zu verkaufen

Art. 12. Umwandlung von Aktien.

12.1 Die Umwandlung von Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds oder die Umwandlung (oder der Umtausch) von Aktien einer bestimmten Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder eines anderen Teilfonds kann je nach Teilfonds bzw. Aktienklasse und wie dann in den betreffenden Teilfondsspezifika ausgeführt, erlaubt sein.

12.2 Die Komplementäraktie ist nicht umwandelbar.

Abschnitt III. - Der Nettoinventarwert

Art. 13. Die Berechnung des NAV.

13.1 Der Nettoinventarwert pro Aktie einer jeden Serie innerhalb der betreffenden Aktienklasse und des betreffenden Teilfonds (der Nettoinventarwert oder NAV) errechnet sich durch die Teilung der gesamten Nettoinventarwerte des Fonds die der entsprechenden Serie dieser Aktienklasse innerhalb des entsprechenden Teilfonds zugeordnet werden können, das heisst der Wert aller Aktiva abzüglich des Wertes aller Passiva die dieser Serie zugeordnet werden können an einem Bewertungstag (wie unten definiert) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt ausgegebenen Aktien der betreffenden Serie dieser Aktienklasse des Teilfonds. Der Nettoinventarwert jedes Teilfonds entspricht der Differenz zwischen dem Wert seiner Aktiva und dem Wert seiner Passiva. Der Nettoinventarwert wird in der Referenzwährung der betreffenden Aktienklasse berechnet und kann in jeder anderen, vom Komplementär gegebenenfalls bestimmten Währung dargestellt werden. Der Nettoinventarwert jedes Teilfonds wird in der Referenzwährung des betreffenden Teilfonds berechnet.

13.2 Der Nettoinventargesamtwert des Fonds entspricht dem Gesamtwert aller Vermögenswerte aller Teilfonds und der Vermögenswerte die den Kommanditistenaktien (sofern vorhanden) und der Komplementäraktie zugeordnet werden können.

13.3 Die Aktiva des Fonds beinhalten hinsichtlich jedes Teilfonds:

1. alle Barbestände Forderungen oder Bankguthaben, einschließlich den darauf aufgelaufenen anteiligen Zinsen;
2. alle Rechnungen, Zahlungsaufforderungen und Forderungen (einschließlich der Erlöse aus verkauften aber noch nicht ausbezahlten Wertpapieren)
3. alle Wertpapiere, einschliesslich, jedoch nicht begrenzt auf Aktien, Anleihen, Termingeschäfte, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine und andere Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die vom Fonds gehalten oder ihm vertraglich zuzuordnen sind;
4. alle auf verzinsliche vermögenswerte angefallenen Zinsen soweit diese nicht im Kurswert dieser Vermögenswerte enthalten oder widerspiegelt sind;
5. alle Aktiendividenden, Bardividenden und Barausschüttungen, die durch den Fonds erhalten werden können, soweit die entsprechenden Informationen dem Fonds in angemessener Weise zur Verfügung stehen;
6. alle Gründungskosten des Fonds, einschliesslich der Kosten für die Ausgabe und Verteilung neuer Aktien, soweit diese noch nicht abgeschrieben wurden und insoweit der Fonds hierfür Ersatz erhalten wird;
7. Marketing und Ausgabekosten der betreffenden Teilfonds (nur in Bezug auf die Rechnungslegung des Teilfonds), die über einen Zeitraum von 5 Jahren zu gleichen Teilen abgeschrieben werden können, sofern dies in den betreffenden Teilfondsspezifika vorgesehen ist;
8. der Liquidationswert aller Termin-Kontrakte sowie Call oder Put Optionen hinsichtlich derer der Fonds eine offene Position hat;
9. alle anderen Vermögenswerte jedweder Art, einschliesslich geleisteter Vorauszahlungen.

13.4 Die Bewertung solcher Vermögenswerte wird zum fair value unter Berücksichtigung der folgenden Prinzipien erfolgen:

1. der Wert der Kassenbestände oder Bankguthaben, Rechnungen, Mahnungen und Verpflichtungen, Vorauszahlungen, fällige Dividenden und Zinsen sollen zu dem Nennwert dieser Vermögenswerte bewertet werden, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass dieser Wert realisiert wird. In diesem Falle kann der Komplementär genehmigen, dass der Wert

dadurch bestimmt wird, dass ein bestimmter Betrag abgeschrieben wird, um den tatsächlichen Wert der Vermögenswerte wider zu spiegeln;

2. der Wert von übertragbaren Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer offiziellen Börse gelistet oder an einem andern regulierten Markt gehandelt werden, der regelmäßig operiert, als solcher regulierter Markt allgemein anerkannt ist und der Öffentlichkeit zur Verfügung steht (Regulierter Markt), wie durch die geltenden Gesetze und Regulierungen definiert, basierend auf dem zuletzt verfügbaren Handelspreis an der Börse, die normalerweise Haupthandelsplatz für solche Wertpapiere ist. Wenn der zuletzt verfügbare Preis nicht repräsentativ ist, wird der Wert basierend auf einem angemessenen, vorhersehbaren Verkaufspreis nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt;

3. in dem Falle, dass übertragbare Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente nicht an der Börse notiert sind oder in einem anderen Regulierten Markt gehandelt werden, der durch die Öffentlichkeit allgemein anerkannt ist, wie durch die geltenden Gesetze oder Regulierungen definiert, wird der Wert solcher Vermögenswerte basierend auf einem angemessenen, vorhersehbaren Verkaufspreis nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt;

4. Der Liquidationswert von derivativen Verträgen, die nicht an Börsen oder anderen Regulierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er durch den Komplementär in einer fairen und angemessenen, regelmäßigen Weise festgelegt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder Regulierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der NIW bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird der Wert solcher Vermögenswerte basierend auf einem angemessenen, vorhersehbaren Verkaufspreis durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt;

5. der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse oder einem anderen regulierten Markt gehandelt werden und die eine verbleibende Laufzeit von unter 12 (zwölf) Monaten, aber mehr als 90 (neunzig) Tagen haben, wird mit dem Nennwert angesetzt, erhöht um die darauf anfallenden Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer verbleibenden Laufzeit von 90 (neunzig) Tagen oder weniger, werden mit der Abschreibungskosten-Methode angesetzt, die dem Marktwert ähnelt;

6. Anteile oder Aktien von UCITS und/oder UCI werden mit ihrem zuletzt bestimmten und verfügbaren NAV, oder wenn ein solcher Preis nicht repräsentativ für den Marktpreis solcher Vermögenswerte ist, mit dem Wert, der durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt. Anteile oder Aktien eines geschlossenen UCI werden mit dem zuletzt verfügbaren Börsenpreis bewertet;

7. Zinsswaps werden mit ihrem Marktwert bewertet, der durch die anwendbare Zinskurve festgelegt wird;

8. alle anderen Wertpapiere und anderen Vermögenswerte werden mit dem Marktwert bewertet, wie der Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen entsprechend der für die ihn festgelegten Vorgehensweisen bestimmt.

Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Referenzwährung des Teilfonds Euro ausgedrückt sind, werden auf der Basis des Wechselkurses am Bewertungstag in Euro umgewandelt. Wenn ein solcher Wechselkurs nicht verfügbar ist, wird der Wechselkurs durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen festgelegt. Der Komplementär kann nach seinem eigenen Ermessen andere Bewertungsmethoden festlegen, wenn er der Ansicht ist, dass diese Bewertungsmethode den Marktwert der Vermögenswerte des Fonds besser reflektieren.

13.5 Die Passiva des Fonds beinhalten:

1. alle Darlehen, Rechnungen und Verbindlichkeiten;
2. alle angefallenen Zinsen auf Darlehen (einschließlich anfallender Gebühren für das Eingehen einer vertraglichen Darlehensverpflichtung);
3. alle angefallenen oder zahlbaren Ausgaben (einschließlich Verwaltungsausgaben, Beratungshonorare, Verwaltungsgebühren einschließlich Performance Gebühren, Verwahrungsgebühren und Vergütung des Corporate agent;
4. alle bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verpflichtungen einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Geldzahlungen, einschließlich des Betrags für jedwede beschlossene aber noch nicht getätigte Ausschüttung des Fonds;
5. alle anderen Verbindlichkeiten jeglicher Art und Natur, die in Übereinstimmung mit den allgemein anerkannten Buchführungsreglungen stehen; und
6. alle Kosten und Ausgaben eines jedem Kommittees im Zusammenhang mit dem Verlauf des Fondsgeschäfts (sofern vorhanden) und den Generalversammlungen.

13.6 Zur Bestimmung der vom Komplementär aus seinen Management Gebühren zu tragenden Kosten sind die dem Fonds zuzurechnenden Kosten herauszurechnen wie z.B. Weiterbildungskosten, Honorare, Ausgaben und angemessene Spesen der Buchführer und deren Korrespondenten, der Investment Manager wie auch einer jeden anderen Person, die bei dem Fonds angestellt ist, die Vergütung der Geschäftsführer und deren angemessene Spesen, Versicherungskosten und angemessene Reisekosten im Zusammenhang mit Versammlungen des Komplementärs und des Investment Kommittees, Honorare und Ausgaben im Zusammenhang mit Rechtsberatung oder Auditservices, jede Gebühren und Ausgaben im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung des Fonds mit jeglichen staatlichen Einrichtungen oder Börsen des Großherzogtums Luxembourg und anderen Ländern, Lizenzgebühren für die Nutzung

verschiedener Indizes, Melde- und Publizierungskosten einschließlich der Kosten für die Anfertigung, Übersetzung, den Druck, die Werbung und die Verteilung des Verkaufsprospekts, weitere erläuternde Verkaufsdokumente, wiederkehrende Berichte und Registrierungsberichte, die Kosten für die Publizierung des NAVs und anderer Informationen im Zusammenhang mit der Ermittlung der Werte des Fonds, die Kosten für das Drucken der entsprechenden Zertifikate, sofern erforderlich, und die Kosten für jede Art von Bericht an die Aktionäre, die Kosten für die Einberufung und Durchführung einer Generalversammlung der Aktionäre, der Versammlung des Komplementärs und der Versammlung von Kommittees, alle Steuern, Honorare, staatliche und ähnliche Gebühren und alle anderen operationellen Ausgaben, einschließlich der Kosten für den An- und Verkauf der Vermögenswerte, Transaktionsgebühren, die Kosten für die Veröffentlichung des Ausgabe- und Rücknahmepreises, Zinsens, Bank- und Brokergebühren, Postkosten, Versicherungen, Telefon und Telex. Der Fonds kann administrative und andere Kosten auf einer regelmäßigen und wiederkehrenden Basis anhäufen basierend auf dem jährlichen, oder für den relevanten Zeitraum geschätzten Betrag. Solche Verbindlichkeiten werden den Teilfonds anteilig zugeordnet entsprechend des betreffenden NAV.

13.7 Die Aktiva und Passiva verschiedener Teilfonds oder verschiedener Aktienklassen innerhalb desselben Teilfonds werden wie folgt zugeordnet:

1. die Einkünfte, die durch die ausgegebenen Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds erwirtschaftet werden, sofern anwendbar, werden im Rahmen der Buchführung des Fonds bei dem betreffenden Teilfonds und in der relevanten Aktienklasse erfasst werden, sofern anwendbar;

2. wo Vermögenswerte mit Hilfe eines anderen Vermögenswertes erwirtschaftet werden, wird dieser erwirtschafteter Vermögenswert, soweit anwendbar, im Rahmen der Buchführung des Fonds bei demselben Teilfonds und derselben Aktienklasse erfasst, sofern anwendbar, wie der Vermögenswert, mit Hilfe dessen die Einkünfte erwirtschaftet wurden, und jede Neubewertung eines Vermögenswertes, jede Wertsteigerung oder Wertminderung wird dem entsprechenden Teilfonds und der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet, sofern anwendbar.

3. wo der Fonds einer Verbindlichkeit unterliegt, die einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds und einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, sofern anwendbar, oder einer bestimmten Aktion im Hinblick auf einen bestimmten Teilfonds und eine bestimmte Aktienklasse, sofern anwendbar, wird diese Verbindlichkeit dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse zugeordnet, sofern anwendbar;

4. an dem Tag, an dem die Beendigung der Dividendenberechtigung einer Person in Bezug auf eine Aktie einer bestimmten Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds in den Büchern des Fonds eingetragen wird, sofern anwendbar, wird der Betrag der entsprechenden Dividende reduziert; und

5. in dem Fall, wo ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit des Fonds einem bestimmten Teilfonds und einer bestimmten Aktienklasse nicht zugeordnet werden kann, sofern anwendbar, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit anteilig des entsprechenden NAV allen Teilfonds und allen Aktienklassen zugeordnet werden, sofern anwendbar, oder in einer solchen Weise, wie sie durch den Komplementär nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt wurde.

13.8 Zum Zwecke der NAV-Berechnung:

1. werden Aktien, die zurückgenommen werden in Übereinstimmung mit den in dem Verkaufsprospekt festgelegten Voraussetzungen so behandelt, als wenn diese existieren und berücksichtigt, bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der durch den Komplementär als relevanter Bewertungstag bestimmt wird bis zu dem Zeitpunkt, zu dem der Fonds den entsprechenden Preis bezahlt hat, wird der Preis dementsprechend als Verbindlichkeit des relevanten Teilfonds und Aktienklasse behandelt, sofern anwendbar.

2. Aktien, die ausgegeben werden, werden so behandelt, als wenn sie ab dem durch den Komplementär spezifizierten Bewertungszeitpunkt ausgegeben wurden und von dem Zeitpunkt bis zum Erhalt des Preises durch den relevanten Teilfonds und die relevante Aktienklasse, wird der Preis demgemäß als Forderung des relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse behandelt, sofern anwendbar;

3. alle Investments, Barkonten und andere Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als die Währung in der der NAV des relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse ausgedrückt sind, werden mit dem vorherrschenden Wechselkurs des entsprechenden Haupthandelsplatzes dieses Vermögenswertes am Handelstag zum Bewertungszeitpunkt bewertet;

4. wenn der Fonds zu einem Bewertungszeitpunkt folgende vertragliche Verpflichtungen eingegangen ist:

a. beim Ankauf eines Vermögenswertes wird der Ankaufspreis bei dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse, sofern anwendbar, als Verbindlichkeit verbucht und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert des relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse wider gespiegelt, sofern anwendbar;

b. beim Verkauf eines Vermögenswertes wird der Wert des Verkaufspreises bei dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse verbucht, sofern anwendbar, und der Vermögenswert der verschafft werden soll, wird nicht bei dem relevanten Teilfonds und der relevanten Aktienklasse verbucht; und

c. Sofern der exakte Wert oder die Natur solcher Bewertungen oder eines solchen Vermögenswertes zum Bewertungszeitpunkt nicht bekannt ist, bestimmt der Komplementär den Wert nach bestem Wissen und Gewissen.

13.9 Die Referenzwährung des Fonds ist Euro (EUR). Jeder Teilfonds (und jede Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds) kann unterschiedliche Referenzwährungen haben. Der NAV der Aktien eines Teilfonds sowie innerhalb jedes Teilfonds

der NAV jeder Aktienklasse, sofern anwendbar, ist in der jeweiligen Referenzwährung des betreffenden Teilfonds bzw. der Referenzwährung der jeweiligen Aktienklasse, sofern anwendbar, ausgedrückt. Deses ist in den Teilfondsspezifika näher dargelegt.

13.10 Der Komplementär hat die Bewertungsmethoden angenommen, entsprechend der die Investments des Fonds zum Fair Value (juste valeur) ermittelt werden. Der Komplementär kann nach seinem eigenen Ermessen und bestem Wissen und Gewissen andere Bewertungsmethoden zulassen, sofern diese nach seiner Ansicht den Fair Value (juste valeur) der Vermögenswerte des Fonds besser reflektieren.

13.11 Die Aktiva und Passiva des Fonds, die in einer anderen Währung als der Referenzwährung des Fonds ausgedrückt sind, werden auf Basis des Wechselkurses am Bewertungstag des entsprechenden Handelstags (wie in den relevanten Teilfondsspezifika dargelegt) in die Referenzwährung umgerechnet. Wenn ein solcher Wechselkurs nicht verfügbar ist, wird der Wechselkurs durch den Komplementär nach seinen Bewertungsmethoden und nach bestem Wissen und Gewissen bestimmt.

13.12 Sofern keine Arglist, Bösgläubigkeit oder offensichtliche Fehler vorliegen, ist die Entscheidung in Bezug auf die NAV Berechnung durch den Komplementär oder den Administrator endgültig und bindend für den Fonds und gegenwärtige oder zukünftige Aktionäre.

Art. 14. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des NAV der Aktien und der Ausgabe, Rücknahme und Umwandlung von Aktien.

14.1 Die Bewertung der Vermögenswerte eines Teilfonds und die Berechnung des NAV pro Aktie wird durch den Komplementär oder einen entsprechend bevollmächtigten Dienstleister unter Aufsicht des Komplementärs in der Häufigkeit, wie in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt, durchgeführt (Bewertungstag).

14.2 Der Fonds ist berechtigt, die Berechnung des NAV, die Ausgabe, Wandlung oder Rückgabe von Aktien einer jeden Aktienklasse in den folgenden Fällen zeitweilig auszusetzen und darüber hinaus in den Fällen in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds, wie unter den in den Teilfondsspezifika festgelegten Voraussetzungen:

a. Während des Zeitraums, in dem jede Hauptbörse oder jeder andere regulierte Markt, an dem eine erhebliche Anzahl der Fondsinvestments, die dem relevanten Teilfonds von Zeit zu Zeit zuzuordnen sind, angeboten oder gehandelt wird geschlossen ist aus anderen Gründen als einem regulären Feiertag, oder während welchem der Handel beschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt dass diese Beschränkungen oder Aussetzung die Bewertung der dem Teilfonds zuzuordnenen Fondsinvestments, die dort gehandelt werden, beeinträchtigt; oder a. Während der Existenz einer staatlichen Angelegenheit, die eine Notfallsituation aus Sicht des Komplementärs darstellt, aufgrund der die Verfügbarkeit oder Bewertung der Vermögensgegenstände des Fonds, die dem relevanten Teilfonds zuzuordnen sind, beeinträchtigt sein würde; oder

b. Während eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmedien, die normalerweise verwendet werden, um den Preis oder Wert eines Fondsinvestments, welches dem Teilfonds zuzuordnen ist oder den aktuellen Handelspreis eines dem relevanten Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswertes, der an einer Börse gehandelt wird oder an einem anderen regulierten Markt beeinträchtigt; oder

c. Wenn aus irgendeinem anderen Grund die Preise der Investments, die vom Fonds gehalten werden und dem Teilfonds zuzuordnen sind, nicht unverzüglich oder akkurat zu bestimmen sind; oder

d. Während eines Zeitraum, in dem es dem Komplementär unmöglich ist, die Fondsmittel zum Zwecke von Zahlungen oder Rückzahlungen bei Aktienrückgaben des relevanten Teilfonds umzusetzen oder während welchen jeder Transfer von Fondsmittel für die Realisierung oder den Ankauf von Investments, oder Zahlungen aufgrund einer Rückgabe von Aktien nicht im Sinne des Komplementärs zu den normalen Wechselkursen umgesetzt werden kann.

14.3 Während einer solchen Aussetzungsperiode dürfen keine Aktien ausgegeben, umgewandelt oder zurück genommen werden.

14.4 Soweit möglich sollen alle angemessene Maßnahmen getroffen werden, damit dieser Zeitraum der Aussetzung so schnell wie möglich beendet wird.

Abschnitt IV. - Verwaltung

Art. 15. Verwaltung.

15.1 Der Fonds wird durch den Komplementär verwaltet, der unbeschränkt haftender Aktionär (associé-gérant-commandité) ist und der persönlich als Gesamtschuldner zusammen mit dem Fondsfür die Verbindlichkeiten des Fonds haftet, die nicht aus den Vermögenswerten des Fonds befriedigt werden können. Die Kommanditisten haben Handlungen oder die Übernahme von Positionen die über die Ausübung ihrer Rechte als Kommanditisten in Generalversammlungen hinausgehen zu unterlassen. Wird dieses eingehalten haften sie nur bis zur Höhe ihrer abgegebenen Zeichnungsverpflichtung (sofern anwendbar) oder bis zur Höhe ihrer Kapitaleinlage in dem Fonds gemäß vorstehendem Artikel 9.

15.2 Der Komplementär hat die umfassendsten Rechte, alle administrativen Tätigkeiten und Verfügungen die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder aufgrund dieser Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind im Interesse des Fonds und jeweils unter Einhaltung , der Anlageziele und -strategien des Fonds vorzunehmen.

15.3 Der Komplementär kann in den nachstehenden Fällen durch einstimmigen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre bei der mindestens 66 % der ausgegebenen Stimmrechte des Fonds repräsentiert sein müssen als geschäftsführender Komplementär entfernt werden:

a. Bei jeder Handlung des Komplementärs oder einer durch diesen zur Erfüllung einer Verpflichtung ganz oder teilweise beauftragten Person, die durch einen Schiedsrichter oder das zuständige Gericht in letztinstanzlicher Entscheidung als arglistig qualifiziert wurde, sofern diese Handlung nicht innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Mitteilung an den Komplementär nicht behoben wird; oder

b. wenn ein Schiedsrichter oder ein zuständiges Gericht festgestellt hat, dass der Komplementär, oder eine durch diesen zur Erfüllung einer Verpflichtung ganz oder teilweise beauftragte Person, vorsätzlich oder grob fahrlässig eine oder mehrere der Bestimmungen in den den Dokumenten des Fonds verletzt hat, sofern diese Verletzung nicht innerhalb von 60 (sechzig) Tagen nach Mitteilung an den Komplementär nicht behoben wird.

15.4 Dem Komplementär kann unter seiner vollen Verantwortung bei der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds durch einen oder mehrere Investment Manager und/oder Anlageberater unterstützt werden. Der Komplementär kann ferner und auch unter seiner vollen Verantwortung seine Rechte im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds oder eines spezifischen Teilfonds auf einen oder mehrere Dienstleister übertragen.

Art. 16. Zeichnungsberechtigung. Gegenüber Dritten wird der Fonds durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs wirksam gebunden, der durch einen oder mehrere zeichnungsberechtigte Personen vertreten werden kann, oder durch die alleinige oder gemeinschaftliche Unterschrift anderer Personen, an die eine entsprechende Zeichnungsberechtigung durch den Komplementär erteilt wurde, wobei der Komplementär diese Person nach seinem eigenen Ermessen bestimmt.

Art. 17. Delegation von Kompetenzen.

17.1 Der Komplementär kann einen oder mehrere Angestellte ernennen einschließlich eines Generalbevollmächtigten eines Assistenten des Generalbevollmächtigten, einer Administration wie auch eines jeden anderen Angestellten, der für die Operation und die Verwaltung des Fonds oder eines Teilfonds für notwendig erachtet wird. Eine solche Beauftragung kann durch den Komplementär zu jedem Zeitpunkt aufgekündigt werden. Die Beauftragten müssen nicht unbedingt Aktionäre des Fonds sein. Sofern keine gegenteiligen Bestimmungen in den Artikeln dieser Satzung enthalten sind, üben die Beauftragten alle Rechte und Pflichten aus, die ihnen durch den Komplementär übertragen wurden. Der Komplementär kann darüber hinaus andere Dienstleister beauftragen, die nicht dem Komplementär angehören müssen und welche die ihnen durch den Komplementär übertragenden Rechte und Pflichten ausüben können.

17.2 Der Komplementär kann von Zeit zu Zeit ein oder mehrere Kommittees einsetzen, welche sich aus Angehörigen des Komplementärs zusammen setzen und/oder externen Personen, an welche(s) der Komplementär die Rechte und Pflichten delegieren kann, wie er es für angemessen erachtet.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.

18.1 Der Komplementär bestimmt, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung und im Einklang mit dem Verkaufsprospekt, die Anlagepolitiken und Strategien jedes Teilfonds des Fonds sowie die Durchführung der Verwaltung und Geschäfte des Fonds im Rahmen der durch den Komplementär festgelegten Beschränkungen und in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen.

18.2 Der Fonds kann für jeden Teilfonds, sofern dies in den betreffenden Teilfondsspezifika vorgesehen ist, spezielle Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit übertragbaren Wertpapieren, Währungen oder jedem anderen Vermögenswert oder Finanzinstrument anwenden, um Risiken abzusichern oder eine effektive Verwaltung des Portfolios sicherzustellen.

Art. 19. Interessenkonflikte.

19.1 Die Wirksamkeit der Verträge und sonstigen Transaktionen zwischen dem Fonds und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird nicht dadurch beeinträchtigt oder unwirksam, dass einer oder mehrere Geschäftsführer oder Angestellte des Komplementärs eine Aktie halten oder Aktionäre, Geschäftsführer, Angestellte oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder dieses anderen Unternehmens sind, mit welchem der Fonds diesen Vertrag abgeschlossen hat oder anderweitig in Geschäftsbeziehung steht. Jeder Geschäftsführer des Komplementärs, der als Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter einer solchen anderen Firma, mit welcher der Fonds einen Vertrag geschlossen oder anderweitig geschäftlich verbunden ist, ist aufgrund dieser Verbindung davon ausgenommen, bei Themen, die im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder Geschäft stehen, mit zu beschließen oder Stimmrechte auszuüben.

19.2 In dem Fall, dass ein Geschäftsführer des Komplementärs bei Transaktionen des Fonds andere Interessen verfolgt als die Interessen des Fonds, muss dieser Geschäftsführer den Interessenkonflikt dem Komplementär anzeigen und darf nicht mitbeschließen oder abstimmen über eine solche Transaktion, und bei jeder solchen Transaktion muss über die entsprechenden Interessen des Geschäftsführers bei der nächsten Aktionärsversammlung berichtet werden.

19.3 Der Interessenkonflikt der vorstehenden Absätze soll jedoch keine Beziehungen mit oder Interessen eines jeden Themas einschließen, einer jeden Position oder Transaktion, bei der ein Sponsor beteiligt ist, der Investment Manager, die Verwahrungsstelle, die ausschüttenden Stellen oder jede andere Person, Gesellschaft oder Firma, die von Zeit zu Zeit durch den Komplementär nach seinem Ermessen bestimmt wird.

Art. 20. Vergütung.

20.1 Der Fonds stellt jedes Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs, den Komplementär, den/die Anlageberater, der/die Investment Manager, die Depotbank, die Verwahrungsstelle, die Register- und Transferstelle und mit

diesen verbundene Unternehmen sowie Mitarbeiter, deren Erben, ausführende Personen und Verwalter von diesen im Zusammenhang mit jeder Handlung, Gerichtsverfahren bei denen sie gegebenenfalls aufgrund ihrer derzeitigen oder früheren Stellung als oder Funktion als Geschäftsführer des Komplementärs, Komplementär, Anlageberater, Investment Manager, Depotbank, Verwaltungsstelle, die Register- und Transferstelle und mit diesen verbundene Unternehmen sowie Mitarbeiter Partei sind, oder, auf Anfrage als derzeitiges oder früheres Mitglied jeder anderen Einheit/Gesellschaft in die der Fonds oder ein Teilfonds investiert oder für die der Fonds oder ein Teilfonds Gläubiger bzw. Kreditgeber ist und gegen diese kein Recht auf Freistellung besteht, von entstandenen angemessenen Kosten frei, es sei denn es handelt sich um Angelegenheiten, für die sie schliesslich für vorsätzliches, arglistiges oder grob fahrlässiges Verhalten haftbar gemacht werden können; in dem Falle einer Schlichtung wird die Freistellung nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten gewährt, die durch die Schlichtung beider der Fonds durch einen (Rechts-) in der Form beraten wurde, dass die freizustellende Person nicht vorsätzliches, arglistiges oder grob fahrlässig gehandelt hat, gedeckt

20.2 Der Komplementär kann festlegen dass dem Komplementär oder einem Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs im Rahmen dieses Artikels tatsächlich entstandene Kosten dieser freizustellenden Person ausgelegt werden vorausgesetzt dass diese Person die Auslagen zurückzahlt sollte endgültig entschieden sein, dass dass sie nicht den Sorgfaltsstandard angewendet hat, für den eine Freistellung gewährt wird

20.3 Das vorgenannte Freistellungsrecht schliesst weitere Rechte der betreffenden Person nicht aus.

Titel V. - Generalversammlungen

Art. 21. Kompetenzen und Stimmrechte.

21.1 Jede ordnungsgemäß zustande gekommene Versammlung von Aktionären (die Generalversammlung) repräsentiert die Gesamtheit aller Aktionäre des Fonds. Jeder Beschluss erfordert die Zustimmung des Komplementärs.

21.2 Jede Aktie berechtigt seinen Inhaber zu einer (1) Stimme bei jeder Generalversammlung. Aktienbruchteile können bis zu drei (3) Nachkommastellen ausgegeben werden. Die mit Aktienbruchteilen verbundenen Stimmrechte sind proportional zu dem entsprechenden Aktienbruchteil.

Art. 22. Einberufung und Teilnahme.

22.1 Die jährliche Generalversammlung findet jedes Jahr am Sitz des Fonds oder jeder anderen in der Einladung angegebene Adresse in Luxembourg statt. Die jährliche Generalversammlung findet jedes Jahr am zweiten Mittwoch im Monat Juni um 15.00 Uhr (Luxembourger Zeit) statt, es sei denn, dieser Tag ist kein Werktag. In letzterem Falle wird die Generalversammlung an dem darauf folgenden Werktag abgehalten.

22.2 Die Ladungsfristen, das Einberufungsverfahren sowie die Regeln für den Ablauf der Generalversammlungen des Fonds folgen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 sofern in dieser Satzung nichts Abweichendes geregelt ist.

22.3 Die Generalversammlung der Aktionäre tritt auf Einladung des Komplementärs die die Tagesordnung enthält und spätestens acht (8) Kalendertage vor der Versammlung per Einschreiben an die Aktionäre versandt wurde, zusammen. Der Komplementär kann nach seinem Ermessen Voraussetzungen bestimmen, die die Aktionäre zu erfüllen haben, um an der Generalversammlung wirksam teilzunehmen.

22.4 Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und betrachten sie sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung informiert ansehen, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einladung stattfinden.

22.5 Aktionäre, die ein Zehntel (1/10) des Kapitals des Fonds repräsentieren, können vom Komplementär verlangen, dass eine Generalversammlung einberufen wird.

22.6 Jeder Aktionär kann einer anderen Person (die nicht Aktionär des Fonds zu sein braucht) eine schriftliche Vollmacht erteilen, um sich in der Generalversammlung vertreten zu lassen.

22.7 Jeder Aktionär kann an einer Generalversammlung per Telefon oder Videokonferenz oder jeder andere Kommunikationsmöglichkeit, die allen teilnehmenden Personen erlaubt einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Generalversammlung mit Hilfe dieser Mittel wird als gleichwertig zu einer persönlichen Teilnahme angesehen.

22.8 Jeder Aktionär kann auch mittels Abstimmungsformularen, welche von dem Fonds ausgegeben wurden, abstimmen. Diese Abstimmungsformulare enthalten das Datum, den Ort und die Tagesordnung der Generalversammlung, den Text der vorgeschlagenen Beschlüsse sowie für jeden vorgeschlagenen Beschluss drei Kästen, welche es dem Aktionär erlauben, a) für oder b) gegen eine vorgeschlagene Beschlussfassung zu stimmen oder sich c) der Stimme zu enthalten. Die Abstimmungsformulare sind durch den Aktionär an den Sitz des Fonds zurück zu senden. Der Fonds akzeptiert nur solche Abstimmungsformulare, welche er vor dem in der Einladung zu der Generalversammlung angegebenen Termin der Generalversammlung erhält. Abstimmungsformulare, welche weder eine Abgabe der Stimme (für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss) noch eine Stimmenthaltung ausweisen, sind nichtig.

Art. 23. Quoren und Mehrheitsverhältnisse.

23.1 Vorbehaltlich der Gesetze oder anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung werden Beschlüsse einer Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von dem Anteil des Kapitals des Fonds, welches bei einer solchen Versammlung repräsentiert ist, wobei jeder Beschluss nur mit Zustimmung des Komplementärs wirksam gefasst werden kann.

23.2 Die Generalversammlung kann diese Satzung nur abändern, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals des Fonds repräsentiert ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Änderungen der Satzung sowie im Falle der Änderung des Zwecks oder der Form des Fonds die vorgeschlagenen Formulierung, enthält. Wird dieses Quorum nicht erreicht, kann eine zweite Versammlung durch zweimalige Veröffentlichung, in einem Abstand von mindestens fünfzehn (15) Tagen und mindestens fünfzehn (15) Tage vor der nächsten Generalversammlung im Mémorial und zwei Luxemburgischen Zeitungen, einberufen werden. Diese Veröffentlichungen enthalten die Tagesordnung der Generalversammlung und nennen das Datum sowie das Ergebnis der letzten Generalversammlung. Die zweite Generalversammlung ist beschlussfähig unabhängig vom Anteil des repräsentierten Kapitals des Fonds. In beiden Generalversammlungen werden Beschlüsse mit einer Mehrheit von 2/3 der abgegebenen Stimmen gefasst. Der Komplementär hat jeweils ein Vetorecht.

23.3 Wird eine Generalversammlung einberufen, um über die Entfernung des Komplementärs oder über den Abschluss eines Vertrags zwischen dem Komplementär und dem Fonds zu entscheiden, darf der Komplementär nicht an der Abstimmung teilnehmen und hat dementsprechend auch kein Vetorecht. Er hat lediglich das Recht den Kommanditisten seine Ansicht hinsichtlich des betreffenden Beschlusses zu informieren.

23.4 Die Nationalität des Fonds sowie die Zeichnungsverpflichtung eines jeden Aktionärs können nur durch die einstimmige Zustimmung aller Aktionäre abgeändert werden.

Art. 24. Büro der Versammlung und Sitzungsprotokoll.

24.1 Der Komplementär oder jede von diesem ordnungsgemäss bevollmächtigte Person hat den Vorsitz in den Generalversammlungen.

24.2 Das Sitzungsprotokoll der Generalversammlung wird durch den Vorsitzenden der Versammlung, den durch den Komplementär ernannten Schriftführer und den durch die Generalversammlung gewählten Stimmenzähler unterschrieben.

Art. 25. Generalversammlungen von Teilfonds.

25.1 Der Komplementär kann jederzeit eine Generalversammlung eines oder mehrerer spezifischer Teilfonds einberufen, um über ein bestimmtes Thema zu entscheiden, welches ausschließlich im Zusammenhang mit diesem/diesen Teilfonds steht.

25.2 Die gesetzlichen Bestimmungen und die Regelungen dieser Satzung die für Generalversammlungen des Fonds gelten, sind, soweit möglich mutatis mutandis auf die Generalversammlungen der Aktionäre eines oder mehrerer bestimmter Teilfonds anwendbar.

Titel VI. - Konten - Ausschüttungen

Art. 26. Geschäftsjahr und Konten.

26.1 Das Geschäftsjahresende des Fonds beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

26.2 Der Komplementär erstellt jedes Jahr einen den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 entsprechenden Jahresbericht. Dieser muss eine Bilanz oder eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Gewinn- und Verlustrechnung, einen Bericht über die Aktivitäten des abgelaufenen Geschäftsjahres sowie jede andere wesentliche Information enthalten.

26.3 Der Jahresbericht muss durch die jährliche Generalversammlung genehmigt werden.

Art. 27. Referenzwährung.

27.1 Der Fonds erstellt einen konsolidierten Abschluss in Euro. Zur Bestimmung des Fondskapitals, werden die einem Teilfonds zurechenbaren Nettoinventarwerte nicht auf Euro lauten in Euro umgerechnet werden und das Kapital wird aus dem Gesamtwert aller Nettoinventarwerte aller Teilfonds ermittelt.

Art. 28. Abschlussprüfer.

28.1 Die Rechnungsdaten im Zusammenhang mit dem Jahresbericht des Fonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, der durch den Komplementär ernannt und vom Fonds vergütet wird.

28.2 Der Abschlussprüfer erfüllt die nach dem Gesetz von 2007 bestimmten Pflichten.

Art. 29. Ausschüttungen.

29.1 Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre beschliesst die durch den Komplementär vorgeschlagene und mit den Gewinnverteilungsregeln des Verkaufsprospekts und insbesondere der Teilfondsspezifika im Einklang stehende Gewinnverteilung.

29.2 Der Komplementär entscheidet nach freiem Ermessen, ob Zwischenausschüttungen zu jedem beliebigen Zeitpunkt erfolgen es sei denn der Verkaufsprospekt und insbesondere die betreffenden Teilfondsspezifika sehen etwas anderes vor.

29.3 Die Ausschüttungen werden in Euro oder in der Referenzwährung eines Teilfonds und zu jedem Zeitpunkt und an jedem Ort, wie der Komplementär von Zeit zu Zeit bestimmt, ausgezahlt.

29.4 Ausschüttungen durch die der NAV des Fonds unter das nach dem Gesetz von 2007 erforderliche Mindestkapital wie in vorstehendem Artikel 5.3 bestimmt, fällt sind nicht zulässig

Titel VII. - Auflösung - Liquidation

Art. 30. Laufzeit, Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

30.1 Teilfonds können ann auf unbestimmte Zeit oder für einen festgelegten Zeitraum aufgelegt werden. Diese wird im Verkaufsprospekt, insbesondere in den betreffenden Teilfondsspezifika festgelegt.

30.2 Der Komplementär kann ferener beschließen, einen Teilfonds zu liquidieren, sofern der Nettoinventarwert des Teilfonds unter den Betrag gefallen ist, bzw. diesen Betrag nie erreicht hat, den der Komplementär als Mindestbetrag für den betreffenden Teilfonds festgelegt hat, um diesen wirtschaftlich sinnvoller Art und Weise zu verwalten oder wenn eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation hinsichtlich des Betroffenen Teilfonds seine Liquidation rechtfertigt rechtfertigt. Alle Aktionäre erhalten vom Fonds eine Mitteilung über jede Entscheidung einen betreffenden Teilfonds zu liquidieren. Diese Mitteilung muss vor dem Tag des In-Kraft-Tretens der Liquidation erfolgen und enthält Informationen zu den Gründen, dem Verfahren und den Massnahmen der Liquidation.

30.3 Unter den gleichen vorstehend dargestellten Voraussetzungen kann der Komplementär die Beendigung eines Teilfonds und Übertragung seiner Vermögenswerte auf einen anderen, bereits existierenden oder neuen Teilfonds oder eine anderen Investmentfonds beschliessen. Der Komplementär kann die Verschmelzung zweier oder mehrere Teilfonds vornehmen, wenn er der Ansicht ist, dass ein solches Vorgehen im besten Interesse der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist. Betroffene Aktionäre werden über jede derartige Entscheidung und die wesentlichen Informationen hinsichtlich des neuen Teilfonds benachrichtigt Die Mitteilung erfolgt mindestens einen Monat vor In-Kraft-Treten der Verschmelzung um den Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben, bevor die Verschmelzung wirksam wird.

30.4 Wenn Vermögenswerte auf einen anderen Investmentfonds verschmolzen werden sollen so ist die Verschmelzung nur für die Aktionäre des betreffenden Teilfonds bindend, die einer solchen Verschmelzung ausdrücklich zugestimmt haben. Ist dem Komplementär nicht die Entscheidungsbefugnis zur Liquidation oder Verschmelzung eines Teilfonds zugewiesen oder beschliesst der Komplementär diese Entscheidung den Aktionären zur Zustimmung vorzulegen, so fällt die Generalversammlung der Aktionäre des betreffenden Teilfonds an Stelle des Komplementärs die Entscheidung. In einem solchen Fall entscheidet die Generalversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von 50 % der Stimmen des auf der Generalversammlung repräsentierten ausgegebenen Gesellschaftskapitals über die Auflösung. Es bestehen keine Quorumserfordernisse. Aktionäre werden über jede Entscheidung zur Liquidation oder Verschmelzung mindestens einen Monat vor In-Kraft-Treten der Liquidation oder Verschmelzung des Teilfonds informiert, um den Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben, bevor die Liquidation oder Verschmelzung wirksam wird.

30.5 Sobald eine Entscheidung zur Liquidation oder Verschmelzung eines Teilfonds getroffen ist, ist die Ausgabe von Aktien dieses Teilfonds verboten und als nichtig anzusehen.

30.6 Jeder Teilfonds kann separat und ohne Beeinträchtigung eines anderen Teilfonds aufgelöst werden. Die Auflösung des letzten bzw. einzigen Teilfonds führt ipso iure zur Liquidation des Fonds.

Art. 31. Auflösung und Liquidation des Fonds.

31.1 Der Fonds kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung, der unter Berücksichtigung der für die Änderung dieser Satzung geltenden Bestimmungen gefasst werden muss, aufgelöst werden.. Der Fonds wird auch bei Auflösung des letzten existierenden Teilfonds aufgelöst.

31.2 Sobald das Kapital des Fonds unter zwei Drittel (2/3) des Mindestkapitals gemäss vorstehendem Artikel 5.3 fällt, wird die Frage der Auflösung des Fonds durch den Komplementär der Generalversammlung der Aktionäre vorgelegt. In diesem Fall tritt die Generalversammlung ohne Quorumserfordernis zusammen und die Auflösung wird durch Zustimmung von 50% der in der Generalversammlung der Aktionäre repräsentierten ausgegebenen Aktien beschlossen

31.3 Sobald das Kapital des Fonds unter ein Viertel (1/4) des Mindestkapitals gemäss vorstehendem Artikel 5.3 fällt wird die Frage der Auflösung des Fonds durch den Komplementär der Generalversammlung der Aktionäre vorgelegt. In diesem Fall tritt die Generalversammlung ohne Quorumserfordernis zusammen und die Auflösung wird durch Zustimmung von 25% der in der Generalversammlung der Aktionäre repräsentierten ausgegebenen Aktien beschlossen.

31.4 Wenn eine Generalversammlung der Aktionäre nach den vorstehenden Artikeln 31.2 oder 31.3 erforderlich ist, muss diese Generalversammlung so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach der Ermittlung, dass der Nettoinventarwert des Fonds unter 2/3 oder ¼ des gesetzlichen Mindestkapitals, je nach dem was zutrifft, gefallen ist, abgehalten werden kann.

31.5 Im Fall der Auflösung des Fonds wird die Liquidation durch einen oder mehrere durch die CSSF zu genehmigende und durch die Generalversammlung der Aktionäre die über die Liquidation entscheidet ernannte Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Das Verfahren der Liquidation wird gemäss dem in Luxemburg geltenden Recht durchgeführt.

Art. 32. Liquidationserlöse.

32.1 Die Netto-Liquidationserlöse, die den jeweiligen Teilfonds zuzuordnen sind, werden durch den Liquidator/die Liquidatoren an die Aktionäre des relevanten Teilfonds entsprechend den Regeln über die Gewinnverteilung des betreffenden Teilfonds wie in Artikel 30 beschrieben, ausgedreht.

32.2 Liquidationserlöse, die bei der Durchführung der Liquidation nicht an die Berechtigten ausgekehrt werden können, werden bei der Luxemburger «Caisse de Consignation» hinterlegt.

Art. 33. Konsolidierung/Teilung von Aktien.

33.1 Der Komplementär kann die Aktien verschiedener Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds konsolidieren oder die Aktien eines Teilfonds in eine oder mehrere Aktienklassen teilen. Eine Konsolidierung oder Teilung kann auch durch eine Generalversammlung der Aktionäre des betreffenden Teilfonds, die ohne Quorumserfordernis mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien beschliesst.

Titel VI. - Schlussbestimmungen

Art. 34. Änderungen dieser Artikel. Diese Satzung kann durch eine Generalversammlung der Aktionäre unter Berücksichtigung der Quorumserfordernisse gemäss dem Gesetz von 1915 abgeändert werden.

Art. 35. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr des Fonds beginnt am Tag der Gründung des Fonds und endet am 31. Dezember 2012. Die erste Aktionärsversammlung wird im Jahr 2013 abgehalten.

Zeichnung von Aktien

Die Aktien zeichnenden Personen haben die folgenden Aktien im Fonds gezeichnet:

1) aeris CAPITAL Sustainable Impact	1 Komplementäraktie
2) Uwe R. Feuersenger	308 Kommanditistenaktien
3) Mario Warny	1 Kommanditistenaktie
Total:	<u>310 Aktien</u>

Die Aktien wurden vollständig und in bar einbezahlt, so dass der Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (31,000 EUR) der Gesellschaft ab diesem Zeitpunkt zur freien Verfügung steht, worüber dem unterzeichnenden Notar Beweis vorgelegt wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art werden auf ca. EUR 4.000.- geschätzt

Aktionärsversammlung

Die oben bezeichneten Personen, die das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und erklären, rechtzeitig informiert worden zu sein, haben unverzüglich eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre einberufen. Nachdem festgestellt wurde, dass die Generalversammlung der Aktionäre ordnungsgemäss zustande gekommen ist, hat sie folgenden Beschluss gefasst:

Einzigster Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft ist in 49, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei(en) die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dieses zu beurkunden wurde diese notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Luxemburg aufgenommen.

Sie wurde dem Stellvertreter der erschienenen Parteien vorgelesen und von ihm und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. V. DER OSTEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2011. Relation: LAC/2011/59010. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 10. Januar 2012.

Référence de publication: 2012005448/1315.

(120005365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

UniVorsorge 7, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150171/10.

(110174482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

UniVorsorge 7, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 1. November 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 2. November 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011150172/10.

(110174483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

m4, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de m4 modifié au 20 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, décembre 2011.

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011175472/11.

(110204541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

ING Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 6.041.

L'extrait du recueil des signatures autorisées au 15 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ingrid LENTZ

Secrétariat Général

Référence de publication: 2011178773/12.

(110208635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Banflonic, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Banflonic modifié au 1^{er} janvier 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, janvier 2012

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2012005800/11.

(120005296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

**CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. CB Richard Ellis Investors Open-Ended GP S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.331.

In the year two thousand eleven, on the twenty-ninth day of December,

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CB Richard Ellis Investors Holding BV, a closed limited liability corporation (besloten vennootschap), incorporated and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at Fred. Roeskestraat 213 1hg Ol.Plaza, 1076EE Amsterdam, the Netherlands and registered with the Register of the Chamber of Commerce of Amsterdam (handelsregister van de Kammers van Koophandel) under number 34168240 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Ms. Lieve Breugelmans, manager, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its capacity as sole shareholder of CB RICHARD ELLIS INVESTORS OPEN-ENDED GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.331, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on August 20, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2278 of September 18, 2008 (the "Company") and last amended by a deed of Maître Henri Hellinckx notary residing in Luxembourg, on 12 January 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 286 of February 10, 2010, has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

Further to the modification of the denomination of the specialized investment fund managed by the Company, the Sole Shareholder resolved to amend the fourth paragraph of article 2 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

"In particular, the Company shall act as a general partner (associé commandité) and manager (gérant) of CBRE Global Investors Open-Ended Funds S.C.A. SICAV-SIF, an investment company with variable share capital qualifying as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) organised as a partnership limited by shares (société en commandite par actions), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (hereinafter the "Fund")."

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to modify the denomination of the Company from "CB Richard Ellis Investors Open-Ended GP S.à r.l." into "CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l."

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolved to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

" **Art. 4.** The Company will assume the name of "CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l."."

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version, on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-neuf décembre,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CB Richard Ellis Investors Holding BV, une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap), constituée et régie selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social situé au Fred. Roeskestraat 213 1hg Ol.Plaza, 1076EE Amsterdam, Pays-Bas et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés d'Amsterdam (handelsregister van de Kamers van Koophandel) sous le numéro 34168240 (l'"Associé Unique"),

ici représentée par Madame Lieve Breugelmans, gérante, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associé unique de CB RICHARD ELLIS INVESTORS OPEN-ENDED GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social situé au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.331, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 20 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2278 du 18 septembre 2008 (la «Société») et modifié en dernier suivant acte de Maître Henri Hellinckx notaire de résidence à Luxembourg, le 12 janvier 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 286 du 10 février 2010, a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

Première résolution

Suite à la modification de la dénomination du fonds d'investissement spécialisé géré par la Société, l'Associé Unique décide de modifier le paragraphe 4 de l'article 2 des statuts de la Société comme suit:

«En particulier, la Société agira en tant qu'associé commandité et gérant de CBRE Global Investors Open-Ended Funds S.C.A. SICAV-SIF, une société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après le «Fonds»).».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination de la Société de "CB Richard Ellis Investors Open-Ended GP S.à r.l." à "CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l.".

Troisième résolution

En conséquence, l'Associé Unique décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 4.** La Société prend la dénomination de "CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l."."

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. BREUGELMANS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2012. Relation: LAC/2012/767. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006292/94.

(120006262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

HWB Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 30. November 2011, für den Fonds HWB Invest wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23. Januar 2012.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2012011501/10.

(120013630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

FHC Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 17. Dezember 2011, für den Fonds FHC Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23. Januar 2012.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2012011502/10.

(120013635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

KPMG Pension Scheme, Sepcav, Société d'Épargne-Pension à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 80.358.

On September 4, 2007, the Extraordinary General Meeting of the Neutral compartment of the KPMG Pension Scheme, SEPCAV, resolved on the liquidation of the Neutral Sub-Fund and appointed Mr. Ravi Beegun, réviseurs d'entreprises, having his professional address at 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, as liquidator of the Neutral Sub-Fund.

On September 4, 2007 the Liquidator instructed the administrator to transfer the net assets of the Neutral Sub-Fund, represented by 33.206,6276 shares as follows:

32.093,8948 shares to Swiss Life, corresponding to the shareholders wishing to transfer their assets to the Swiss Life product

1.112,7328 shares to the Growth Sub-Fund of KPMG Pension Scheme, SEPCAV, corresponding to the shareholders wishing to switch from the Neutral Sub-Fund to the Growth Sub-Fund.

In his report dated November 21, 2007 the Liquidator noted that the net assets of the Neutral Sub-Fund have been transferred, all liabilities have been paid and that the liquidation of the Neutral Sub-Fund of KPMG Pension Scheme, SEPCAV has to be considered as accomplished and closed.

Luxembourg, le 19 janvier 2012.

Carlo JENTGEN

Administrateur

Référence de publication: 2012011404/21.

Bristol Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 98, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 96.906.

L'an deux mille onze, le trente décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Bristol Investments S.A. (la «Société»), avec siège social au 96 Duerfstrooss, L-9647 Doncols, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.906, constituée suivant acte du notaire Maître Alphonse LENTZ en date du 7 novembre 2003, publié au Mémorial C n° 1296 du 5 décembre 2003.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Maxime Grosjean avec adresse professionnelle au 44 rue de la vallée, L-2661 Luxembourg qui agira également en tant que secrétaire de l'assemblée.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Stéphanie Guardini, avec adresse professionnelle au 44 rue de la vallée, L-2661 Luxembourg. Le bureau d'assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre de leurs actions sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions émises, représentant ensemble l'intégralité du capital social de la Société, actuellement fixé à trois cent soixante-douze mille Euros (€ 372.000.-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Reconnaissance de l'accomplissement des conditions préliminaires à la fusion.
3. Revue et approbation du rapport du conseil d'administration et renonciation à l'examen du projet de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert sur base de l'article 266 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).
4. Approbation du projet de fusion (le «Projet de Fusion») aux termes duquel la société anonyme WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A., avec siège social au 96 Duerfstrooss, L-9647 Doncols, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 164.402, établie au Luxembourg suivant acte du notaire Maître Alex Weber du 4 octobre 2011, publié au Mémorial C n° 3087 du 15 décembre 2011, sera absorbée par la Société, en faisant apport à la Société de tous ses actifs et de tous ses passifs, sans restriction ni limitation.
5. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cent vingt-neuf mille neuf cent soixante-seize Euros (€ 529.976.-) afin de le porter de son montant actuel de trois cent soixante-douze mille Euros (€ 372.000.-) à neuf cent un mille neuf cent soixante-seize Euros (€ 901.976.-) par émission de dix-sept mille quatre-vingt seize (17.096) nouvelles actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, complétées par une soulte globale de vingt-quatre Euros (€ 24.-) et attribution directe de l'ensemble aux deux actionnaires de la Société WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A., chacun pour moitié, pour toutes les mille (1.000) actions ordinaires de la Société WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A. Toutes les actions nouvellement émises par la Société auront à tous égards les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la Société.
6. Modification subséquente de l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société.
7. Effets de la fusion.
8. Transfert du siège social vers L-9647 Doncols, 98, Duerfstrooss.
9. Divers.

Après délibération, l'assemblée adopte unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, l'assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires présents ou représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée prend connaissance et approuve l'accomplissement des conditions préliminaires à la fusion suivantes:

(a) Les conseils d'administration de chacune des sociétés fusionnantes ont adopté le Projet de Fusion en date du 16 novembre 2011, lequel a été établi sous forme notariée par le notaire soussigné en date du 23 novembre 2011 et publié, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), au Mémorial C, n° 2908 du 29 novembre 2011.

(b) Les conseils d'administration de chacune des sociétés fusionnantes ont, conformément à l'article 265 de la Loi, établi un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions. Ces rapports sont inclus dans les résolutions des conseils d'administration visés au point (a) ci-dessus.

Troisième résolution

Après revue du rapport du conseil d'administration sur la fusion proposée, l'assemblée approuve ce rapport.

L'assemblée décide de renoncer à l'examen du projet de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert visé à l'article 266 de la Loi en application de l'alinéa 5 de ce même article.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver le Projet de Fusion et la fusion y décrite, aux termes duquel la Société WYCKSTRYNAM S.A., sera fusionnée dans la Société par apport à la Société de tous ses actifs et de tous ses passifs, sans restriction ni limitation.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent vingt-neuf mille neuf cent soixante-seize Euros (€ 529.976.-) afin de le porter de son montant actuel de trois cent soixante-douze mille Euros (€ 372.000.-) à neuf cent un mille neuf cent soixante-seize Euros (€ 901.976.-) par émission de dix-sept mille quatre-vingt seize (17.096) nouvelles actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, complétées par une soulte globale de vingt-quatre Euros (€ 24.-) et attribution directe de l'ensemble aux deux actionnaires de la Société WYCKSTRYNAM

PROPRIETES S.A. chacun pour moitié. Toutes les actions nouvellement émises par la Société auront à tous égards les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la Société.

Sixième résolution

Comme conséquence de la résolution précédente, l'assemblée décide de modifier l'article cinq, premier paragraphe des statuts de la Société afin de lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Premier paragraphe** «Le capital social est fixé à neuf cent un mille neuf cent soixante-seize Euros (€ 901.976.-) représenté par vingt-neuf mille quatre-vingt-seize (29.096) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.»

Septième résolution

L'assemblée reconnaît que la fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

a) la transmission universelle, tant entre WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A. en tant que société absorbée et la Société en tant que société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A. à la Société;

b) les actionnaires de WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A. deviennent actionnaires de la Société;

c) WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A. cesse d'exister;

d) l'annulation des actions de WYCKSTRYNAM PROPRIETES S.A.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, la légalité de la fusion approuvée par le présent acte.

Huitième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social vers L-9647 Doncols, 98 Duerfstrooss.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Grosjean, Guardini, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 6 janvier 2012. Relation: EAC/2012/412. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012012159/105.

(120014119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2012.

International Asset Management Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 31. Dezember 2011, für den Fonds International Asset Management Fund wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. Januar 2012.

MK LUXINVEST S.A.

Référence de publication: 2012011823/10.

(120013632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Bardusch & Gehrsitz Alpha Fonds, Fonds Commun de Placement.

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrats vom 12. Januar 2012 wurde der Investmentfonds "Bardusch & Gehrsitz Alpha Fonds" am 13. Januar 2012 aufgelöst.

Luxemburg, 16.01.2012.

Die Verwaltungsgesellschaft

FRANKFURT-TRUST

Invest Luxemburg AG

Anell / Schuh

Référence de publication: 2012012571/2393/11.

AllianceBernstein Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.904.

The Board of Directors of the Company decided to close the following sub-funds of AllianceBernstein Fund as of 30 December 2011:

* AllianceBernstein Fund - Diversified Yield (Euro)

* AllianceBernstein Fund - Diversified Yield (SEK)

The Board of Directors of AllianceBernstein Fund.

Référence de publication: 2012012573/5937/11.

Sanger Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 93.437.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SANGER INVESTMENT S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011176189/12.

(110204921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Sofinter Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 106.316.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011176195/15.

(110204789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Sofinter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 66.656.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011176196/15.

(110204790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Sofinex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 46.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINEX S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2011176194/12.

(110204919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Stem, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 62, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 116.179.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011176197/10.

(110205301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

The Consultancy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 3, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 81.291.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011176208/10.

(110205296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

STK Metall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 19.976.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2011176198/15.

(110204778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Strategic Management Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 81.709.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 30 novembre 2001,
que la résolution suivante a été adoptée:

L'Assemblée prend acte de la cession de 122 parts sociales, que la Société CPEL Soparfi détenait, aux sociétés FALCOR LTD: 61 parts et MS GESTION: 61 parts.

Par conséquent, la répartition du capital social de la Société STRATEGIC MANAGEMENT se répartit comme suit: la Société FALCOR LTD: 62 parts; la Société MS GESTION: 61 parts; Madame Stéphanie COLBACK: 1 part.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2001.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011176199/18.

(110205442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Strategic Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 81.709.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 28 novembre 2003, que la résolution suivante a été adoptée:

L'Assemblée prend acte de la cession de 1 part sociale, que la Société FALCOR LTD détenait, à la société MS GESTION.

Par conséquent, la répartition du capital social de la Société STRATEGIC MANAGEMENT se répartit comme suit: la Société BS CONSULTING: 61 parts; la Société MS GESTION: 62 parts; Madame Stéphanie COLBACK: 1 part.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2003.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011176200/17.

(110205442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Strategic Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 81.709.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 31 octobre 2011, que la résolution suivante a été adoptée:

L'Assemblée prend acte de la cession de 61 parts sociales, que la Société BS CONSULTING détenait, à la société MS GESTION.

Par conséquent, la répartition du capital social de la Société STRATEGIC MANAGEMENT se répartit comme suit: la Société MS GESTION: 123 parts; Madame Stéphanie COLBACK: 1 part.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011176201/18.

(110205442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Timotes B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 144.016.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011176212/9.

(110204910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

**T-Services S.A., Société Anonyme,
(anc. Peristyl S.A.).**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 5, Lotissement Vulcalux.
R.C.S. Luxembourg B 93.442.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011176204/10.

(110205307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 58.377.

EXTRAIT

Monsieur Timothy F. Keaney a démissionné de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 29 septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2011176207/13.

(110205132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

THEISEN & NOTHUM, Agence Principale d'Assurances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5370 Schuttrange, 30A, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 87.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour THEISEN & NOTHUM, Agence Principale d'Assurances S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2011176211/12.

(110204923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Power Jet Aviation Services s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2632 Luxembourg, 4, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 161.427.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution prise par l'associé unique de la société en date du 31 octobre 2011, au siège social que:
le siège social de la société est transféré du 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, au Office B121/122
Cargo center west, rue de Trèves, Luxembourg Airport, L-2632 Luxembourg à compter du 31 octobre 2011.

Luxembourg, le 28 novembre 2011.

Pour Power Jet Aviation Services S. à R. L.

Karl Christopher Rickard

Gérant unique

Référence de publication: 2011176802/15.

(110205999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Sanlegut Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 132.728.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille onze.

le quatorze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg)

A comparu:

La société de droit suisse Veco (Lugano) S.A., ayant son siège social à CH-6900 Lugano, Via Lavizzari 4/ Angolo Via Canonica, inscrite au registre du commerce du canton du Tessin sous le numéro CH-514.3.002.747-9,

ici représentée par Monsieur Hendrik H.J. KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 07 décembre 2011,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme SANLEGUT FINANCE S.A., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 132.728 (NIN 2007 2231 776), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 octobre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2639 du 17 novembre 2007.

II.- Que le capital de la société s'élève à trente et un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble.

IV.- Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare expressément que la société SANLEGUT FINANCE S.A. n'est impliquée dans aucun litige ou procès de quelque nature qu'il soit et que les actions ne sont pas mises en gage ou nanatissement.

Après avoir énoncé ce qui précède, la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et pour autant que nécessaire décide de dissoudre la société SANLEGUT FINANCE S.A..

En conséquence de cette dissolution, l'actionnaire unique, la société Veco (Lugano) S.A., agissant pour autant que de besoin en tant que liquidateur de la société, déclare que:

- tous les éléments d'actifs ont été réalisés et que tout le passif de la société SANLEGUT FINANCE S.A. a été réglé et la société Veco (Lugano) S.A. demeurera responsable de toutes dettes et de tous engagements financiers éventuels, présentement inconnus de la prédite société, aussi bien que des frais qui résulteront de cet acte;

- la liquidation de la prédite société étant ainsi achevée, et partant la liquidation de la prédite société est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exercice de leurs fonctions;

- les livres et les documents de la société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au siège social de la société dissoute à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare;

- pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes;

- le registre des actions et/ou les actions est/sont à détruire en présence du notaire instrumentant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: H. H.J. KEMMERLING, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 15 décembre 2011. Relation: ECH/2011/2183. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 20 décembre 2011.

Référence de publication: 2011174478/53.

(110203406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2011.